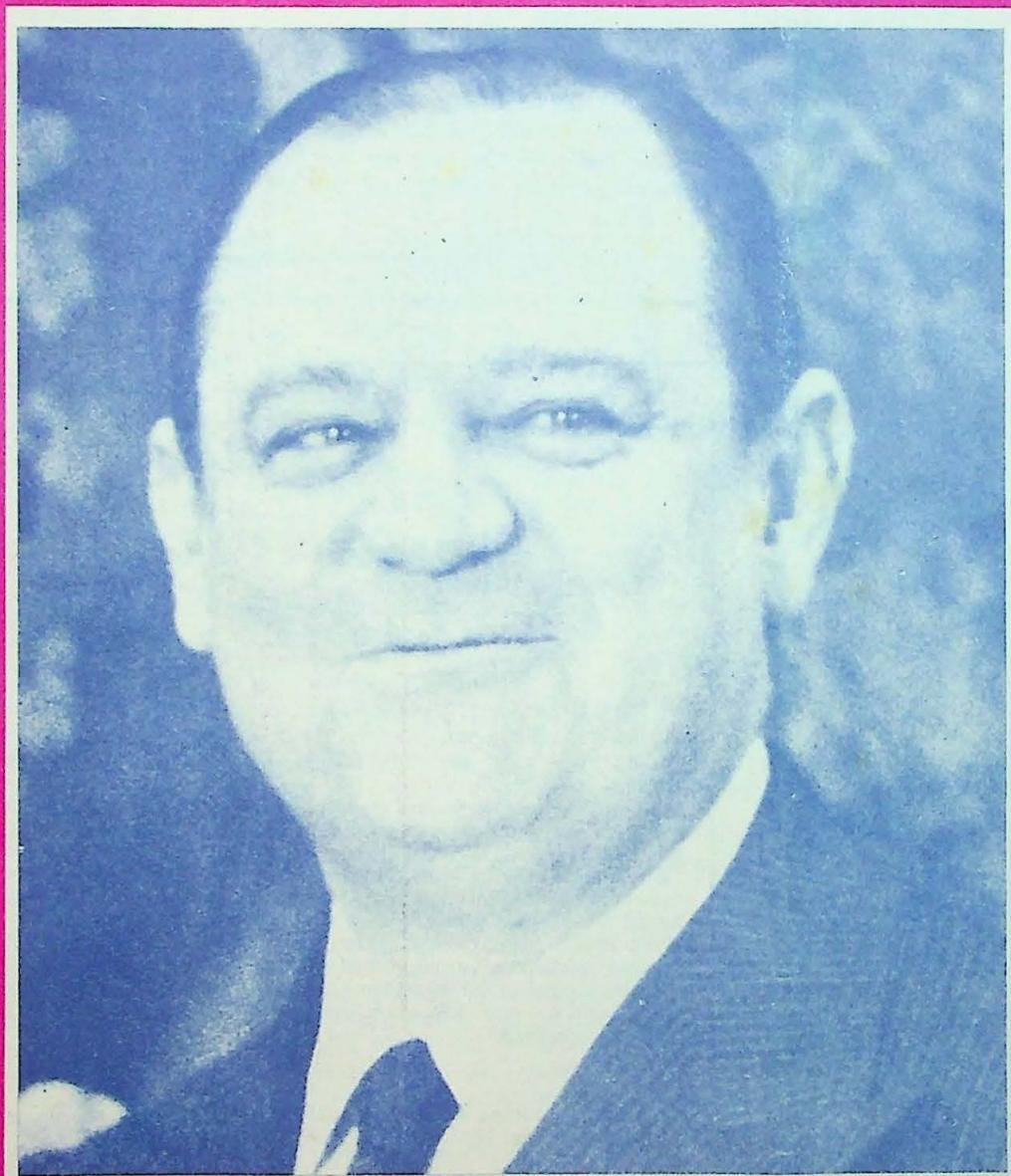


Bombe à neutrons
ce que nous prépare Giscard

tribune socialiste

N° 783 — 5 F
DU 27 AVRIL AU 11 MAI 78
NUMERO SPECIAL
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

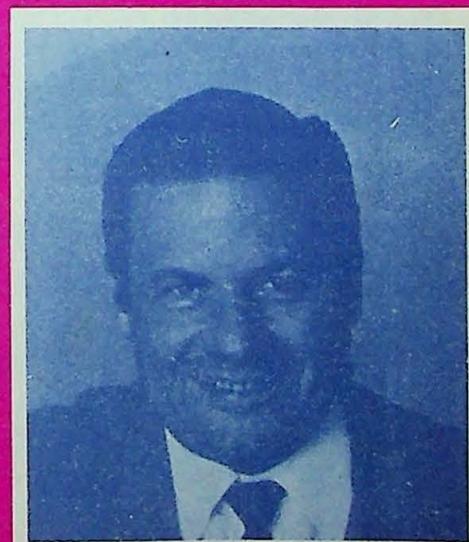


LE PRIX DE L'AUSTÉRITÉ

QUE VEULENT LES SYNDICATS?



Edmond Maire



Michel Warcholak

**TCHAD :
GISCARD REMPLI**

Le bureau national du PSU s'indigne que le gouvernement français, qui semble engager au Tchad des contingents de militaires supplémentaires, se refuse à donner les justifications et à indiquer les modalités de cette nouvelle intervention militaire sur le continent africain. Il proteste en particulier contre la décision prise — en secret et sans débat — par l'Élysée d'apporter une nouvelle fois un soutien militaire massif à un gouvernement tchadien dont la représentativité est de plus en plus contestée à l'intérieur du pays. Cette manœuvre est d'autant plus grave qu'un processus de réconciliation nationale était engagé depuis quelques semaines au Tchad, avec l'appui de tous les pays voisins. L'intervention des légionnaires français, qui renoue avec l'époque du corps expéditionnaire envoyé entre 1968 et 1972, ne peut donc apparaître que comme tentative de renverser artificiellement les courants qui se font jour à l'intérieur du Tchad et dans la région.



LES ETRANGERS NE VOTENT PAS

En France, pour les étrangers, les jours se suivent et se ressemblent. Au Puy (Haute-Loire), deux Algériens et une Espagnole viennent d'en faire l'amère expérience. Le jeudi 13 avril, dans l'après-midi, le ministère de l'Intérieur, utilisant la procédure d'urgence, prononçait une mesure d'expulsion avant le vendredi 14 à 12 h. Arrêtés, les trois personnes étaient amenées au commissariat, puis, à 18 h 30, transférées à la prison du Puy.

La raison ? L'histoire remonte au jeudi 9 mars. Ce jour-là, la droite organisait dans la ville du Puy une réunion électorale, en présence du premier Ministre R. Barre. Les syndicats CFDT et CGT des Tanneries françaises (700 salariés) appelaient les travailleurs à manifester pour protester contre la fermeture de l'entreprise, prévue dans la foulée des élections. Décidé à discréditer l'action des travailleurs et favoriser l'élection des candidats officiels, le pouvoir cherche délibérément la provocation. Ben, voyons... Ce sont encore les vieilles recettes qui... D'où la présence de deux cents gardes-mobiles et d'éléments du SAC accourus vite fait de Saint-Etienne. Il faut ce qu'il faut. Mais devinez qui fut arrêté, à l'issue d'une brève algarade avec les forces de l'ordre, grandement attisée par les hommes du SAC ? Les trois travailleurs étrangers incarcérés le 14 avril précieusement. Les étrangers, c'est bien connu, ne votent pas. Il n'y a donc pas péril en la demeure, en période d'élections, à vous foutre ces gens-là au trou. Dès le lendemain la riposte s'organisait : la CFDT, le PSU, la LCR, le Front occitan VVAP et UOPDP en étaient... tandis que le PS, le PC, la CGT, certainement plus « responsables » se tenaient à l'écart. Les démarches se sont multipliées. Mais seule Gloria Aznar, travailleuse espagnole, a bénéficié de l'annulation de la mesure d'expulsion.



En 1978, vous ne pouvez plus ignorer **Tribune socialiste**. Voici pourquoi. Ceux qui nous connaissent le savent déjà : pour nous, qui avons un idéal politique, le socialisme se confond avec l'autogestion. Quelquefois, certaines personnes ignorent le mot mais connaissent sa signification. Pourtant, il suffit de regarder autour de soi. De plus en plus, chacun veut décider de sa vie. Vous aussi. C'est normal. C'est ça au fond l'autogestion. Et **Tribune socialiste** — en abrégé « T.S. » — est le seul hebdomadaire d'opinion qui se réclame de l'autogestion. C'est pourquoi nous pensons que **T.S.** vous intéresse. Alors abonnez-vous à Tribune socialiste.

A nos lecteurs

En raison du lundi 1^{er} mai et de l'Ascension, qui cette année tombe le jour de sortie du journal, T.S. reparaitra normalement, sur 24 pages, le jeudi 11 mai.

Rappel important

Nous informons nos camarades adhérents du Parti que les abonnements à T.S., non réglés au 10 mai 78, ne seront plus servis à compter de cette date. Nous demandons aux militants, sections et fédérations qui n'auraient pas encore réglé leur abonnement, de le faire d'extrême urgence. Merci.

Bulletin à retourner à « Tribune socialiste », service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris - Tél. : 566-45-37 (poste 30).

M. Mme Mlle (1)
NOM Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

Je m'abonne pour 1 an 6 mois (1).

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)

à l'ordre de « Tribune socialiste », C.C.P. 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an, 130 F ; 6 mois, 70 F ; soutien, 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

calendrier politique

● **Vendredi 28 avril (Saint-Dizier)** : LE COBA (Comité de boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football) propose une information sur les liens entre football et politique de la junte militaire. Venez en discuter au cours d'une soirée-débat-projection à 20 h 30 à la M.J.C. du Vert-Bois. Pour tous les contacts : COBA de Saint-Dizier, 163, avenue Alsace-Lorraine, 52100.

● **Samedi 20, dimanche 30 avril et lundi 1^{er} mai (Louviers)** : La fête du 1^{er} mai à Louviers. **Le 29** : débat avec Maurice Séveno et Roger Louis à 21 h à la Salle des Fêtes. **Le 30** : récital Jacques Bertin, à 21 h à la Salle des Fêtes.

Le 1^{er} mai le Théâtre de la Nouvelle chimère jouera **Les canuts et Mémoire d'un monde à naître** à 16 h et toujours à la Salle des Fêtes. L'entrée sera libre.

● **Dimanche 30 avril (Langres)** : Le COHM (Comité ouvrier haut-marnais) a envie que les choses changent dans une région où il ne se passe habituellement pas grand chose. Pour ce, il organise une grande fête populaire. Il y aura des spectacles, avec F. Brumpt, A. et G. Koltès (des gens très biens), le soir, tard, un bal folk avec La Galvache. Des débats aussi avec des travailleurs de Lip, des gens de Radioverte Fessenheim (y'a du nucléaire dans l'air), des femmes. L'armée aussi on

en parlera. Un débat sur les immigrés sera précédé d'un concert d'un groupe populaire marocain. Cela commencera à 14 h à la salle des Fêtes de Langres. Il y aura à boire et à manger et cela coûtera 15 F.

● **Dimanche 30 avril et lundi 1^{er} mai (Nancy)** : projection du film **Harlan Country USA**. L'histoire d'une grève aux Etats-Unis, dans les mines. 13 mois de lutte filmés par Barbara Kopple et son équipe. Chaque projection sera suivie d'un débat avec la participation de mineurs de Creutzwald et de Merlebach. Au cinéma Caméo à 15 h, rue de la Commanderie.

● **Lundi 1^{er} mai (Paris)** : rendez-vous des banques

de la région parisienne pour l'Euskal Xaribari au sein de la manif du 1^{er}. Gora Askatuta, Gora Euskadi sozialista. A 14 h devant le 13 de la Toile d'avion, place de la République.

● **Mardi 2 mai (Rennes)** : les mardis du CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples), continuent. Ce mardi, **l'Ethiopie** : la lutte pour le pouvoir dans les villes. L'organisation des campagnes libérées du joug féodal. Les guerres de libération en Erythrée et dans l'Ogaden. Les « mardi » sont ouverts à tous. De 20 h 30 à 23 h 15 au CRIDEV, 41, avenue Janvier. Tél. : (99) 79-39-45 ou 30-41-29.

NUMÉUR

Soliloque interrompu...

Ma jambe (gauche) me fait mal (1). Mauvais signe d'un temps pourri : il va encore pleuvoir sur le printemps. Demain, je vais encore sérieusement traîner la patte en remontant le boulevard Sauvageot avec les camarades. Pourquoi diable ont-ils collé ce monument derrière la vieille gare du Luxembourg, alors qu'il aurait été si simple et si respectueux pour nos vieilles carcasses d'ériger cela en bas du boulevard, sur la place Cohn-Bendit.

De mon temps, c'est-à-dire après Giscard, on respectait quand même plus les anciens étudiants de 1968. Vers 1990, on a même obtenu un ministère à part entière : c'est d'ailleurs lui, au moment où Wolinski était ministre, qui a fait construire le mémorial de l'Etudiant méconnu.

— **Wolinski, le président d'honneur du P.C. ? L'ancien dessinateur ?**

Oui, lui-même. C'est lui qui a suggéré cette composition toute simple, à base de matraques et de grenades : émouvant. C'est son successeur, un gamin né en 1959, et qui n'était plus que secrétaire d'Etat, qui a fixé la date du défilé au 3 mai. Mais c'est nous, les gens des associations, qui avons choisi la forme du cortège : des drapeaux rouges, certes, mais aussi des pancartes, des calicots que certains d'entre nous avaient pieusement conservé dans leurs caves.

On peut difficilement imaginer ce temps-là. Vous avez facilement vos diplômes maintenant, mais nous, nous avons dû nous battre pendant des jours dans la rue pour arracher nos licences et nos examens. Il a fallu des centaines et des centaines de blessés pour que l'on nous construise l'université de Vincennes.

— **Là où siège le rectorat de Paris et où l'on a installé le musée de l'Etudiant ?**

Eh oui ! Cela ne me rajeunit pas. Pensez que notre lutte a eu des conséquences pendant des années. Pour ne parler que de Vincennes, sachez que l'on a fini par

obtenir des cours de sexologie et un président sorti de Polytechnique ! Pour ce que l'on appelait alors une fac expérimentale, c'était une sacrée victoire ! A peu près au moment où sur la lancée de ce que nous avions fait, il faut le dire, on a balancé Lénine dans les poubelles de l'Histoire.

— **Lénine ?**

Ce serait trop long à vous expliquer. Tout cela c'est comme Geismar, Sauvageot, Herzberg, l'Enragé, l'accuse, La Cause du Peuple... personne ne s'en souvient plus. Nous avons fait l'Histoire et il n'en reste que quelques lignes, des boulevards et un monument. Si nous n'étions pas là à veiller, 1968 serait tombé dans l'oubli. C'est pour cela que nous allons défilé une fois de plus demain, alors que nos rangs sont déjà bien clairsemés. Jamais plus nous ne retrouverons cela, c'était le bon temps, en quelque sorte. C'est terrible, l'ingratitude des peuples...

— **C'est en 1968 que tu as pris un coup de matraque sur la tête ?**

Oui, mais vers la fin de l'année : je m'étais assis au bureau du recteur pendant une occupation. J'ai eu beau expliquer à la police que j'étais en train de téléphoner, ils...

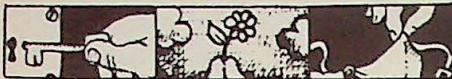
— **(en chœur). Mais tu as été sauvé par l'intervention d'un camarade d'enfance qui était inspecteur de police. On la connaît.**

Ne vous moquez pas des anciens comme cela, c'était important 1968, et si nous ne maintenions pas la flamme, si nous n'exigions pas le respect pour les coups reçus, vous auriez l'impression d'avoir tout inventé, vous auriez l'impression que ce pays c'est sauvé tout seul et que...

— **Mais, dis-nous une chose, pépé, quand tu as coupé un arbre sur le boulevard Sauvageot, comme tu le racontes dans ton livre, t'étais déjà écologiste ?**

C.-M. VADROT ■

(1) Authentique (NDLR).



PETITE MAISON ISOLÉE

Petite maison isolée, près d'Orthez (64), disponible pour juin gratuitement pour passer ses vacances. En échange, il faudrait aider un agriculteur à charger les foin entre le 5 et le 18 juin (météo ?!). Ecrire à Gillet, 6, rue Charles-Pernier, 17000 La Rochelle. Réponse avant le 20 mai. ■

« FORUM DE L'AUTOGESTION » : UN BON POINT

Je renouvelle avec plaisir mon abonnement ; non, cependant, sans vous adresser quelques critiques.

La principale, toujours la même ; vous ne privilégiez pas suffisamment le P.S.U., ses activités, ses projets, ses résultats. A mon avis, les meilleures chroniques des derniers mois étaient celles consacrées au « Forum de l'autogestion » : Roubaix, Marle, l'Isle-Jourdain, La Roche-sur-Yon. Faites-nous réellement la Tribune de l'autogestion. Rapportez et commentez ces multiples expériences autogestionnaires qui se développent depuis plusieurs années, dans les entreprises, les quartiers, les régions, etc.

Allégez, en revanche, ce qui relève de la politique étrangère, cinéma, théâtre, télévision, interview, dont la densité ne cesse de grandir au détriment des rubriques politiques et militantes. Surtout ces interviews de deux pages d'auteurs souvent connus qui n'apprennent finalement pas

grand-chose. Ou alors interrogez des gens plus obscurs mais qui sont vraiment des acteurs des luttes sociales. Quand on songe qu'il n'y a parfois dans T.S. qu'un ou deux récits d'expériences concrètes on comprend mieux les difficultés endémiques du journal.

Après la défaite du 19 mars, n'hésitez pas à rendre compte largement de vos orientations, de vos projets, notamment en ce qui concerne le développement du Front autogestionnaire. Où en sont les rapports avec les autres composantes du mouvement écologique ? Quid de la C.F.D.T ? etc. Là encore, analyses globales et vécu quotidien doivent aller de pair. Un bilan détaillé de la campagne du Front autogestionnaire, des expériences unitaires conduites dans un certain nombre de villes aurait été le bienvenu. Bon courage.

J. BAUDOUIN,
Saint-Brieuc ■

GROS SUR LE CŒUR

Ci-joint un abonnement d'un an à T.S. avec l'espoir que ce canard devienne vraiment le porte-voix du courant autogestionnaire, un outil d'intervention efficace, ce qu'il n'est pas actuellement à mon avis.

Je prête souvent le journal à des camarades syndicalistes, militants politiques, notamment du Parti socialiste. Ils sont d'accord pour reconnaître que T.S. n'est pas mal du tout. Certains articles (luttes sociales, propositions du P.S.U., dossiers) retiennent leur attention, même si parfois cela paraît un peu trop intellectuel.

Mais cela ne dépasse que très rarement le stade de la sympathie, du « bon geste » pour faire plaisir aux copains. Pourquoi cela ne va-t-il pas plus loin ? C'est vrai que l'heure n'est guère favorable à la presse de parti, que T.S. ne se distingue pas assez d'autres publications de la gauche révolutionnaire comme P.H. A ce sujet, le T.S. grand format d'il y a deux ans au moment de son lancement, par sa présentation, ses dossiers réellement neufs, répondait peut-être mieux à ce critère d'originalité. [...] J'aimerais que vous preniez ces quelques réflexions pour ce qu'elles sont — celles d'un sympathisant, militant syndical, qui vous dit maladroitement ce qu'il a sur le cœur depuis un certain temps.

Pour enfin terminer sur une note optimiste, je me félicite d'apprendre que T.S. sortira sur 32 pages le 1^{er} mai. Bonne occasion pour mieux faire connaître le journal. Amicalement.

Philippe ■

Le C.U.N. du Larzac (Recherches et rencontres pour une autre défense) organise cet été une série de sessions sur les thèmes : « Formation pour objecteurs et futurs objecteurs » (du 26 juin au 1^{er} juillet). L'expression théâtrale au service de l'action non violente (du 1^{er} au 9 juillet). Défense du cadre de vie et pouvoirs du consommateur (du 9 au 15 juillet). Luttés syndicales, actions non violentes et autogestion (du 23 au 29 juillet). Introduction au combat non violent (du 6 au 12 août). L'Etat, le pouvoir, l'évangile (du 13 au 19 août). Et beaucoup d'autres choses que nous vous annoncerons en temps voulu.

Pour tous renseignements : le C.U.N. du Larzac, La Blaquerie, 12230 La Cavalerie.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession.....

Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteurs en chef adjoints : Claude Desliat, René Lanarche

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Jullien, Ph. Marielle, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Bâtellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 50 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, Impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

- **Où va la France ?**
Unité, an zéro ?
par **M. Mousel** p. 5
Le prix de l'austérité
par **J. Coulaures** p. 6-7-8
Les trois gauches
par **S. Depaquit** p. 9
Bombes à neutrons : ce que
nous prépare Giscard
par **Cl. Bourdet** p. 10-11
- **Justice**
La loi du « secret »
par **G. Blanchard** p. 12
- **Nucléaire**
« Thermos » : une aubaine
pour les militaires
par **G. Bernard** p. 13
- **Bonnes feuilles**
« Jean Rony : un communiste
qui s'interroge » p. 14-15
- **La parole à :**
Edmond Maire : priorité aux luttes
sociales p. 16 à 19
Michel Warcholak : le réalisme
n'exclut aucun débat p. 20 à 22
propos recueillis par **Y. Sparfel**.
- **Et pourtant elle tourne**
Tchad : la légion dans les palmeraies
par **Ph. Mariélie** p. 23
Espagne : requiem pour le léninisme
de notre correspondante à Madrid
V. Marquez p. 24
Portugal : reverrons-nous le temps
des œillets ?
de notre envoyé spécial
B. Ravenel p. 25-26
- **Les armes de la critique**
Livres : Mourir à Varsovie
par **L. Goldberg** p. 28
Cinéma : Y'a plus bon Banania
par **F. Gastellier** p. 29
La télé : aller sans retour aux
capitales des antipodes
par **Ph. Mariélie** p. 30
Fête du PSU p. 31-32



Unité, an zéro ?

Par Michel MOUSEL



Les mois de mai se suivent et ne se ressemblent pas. Nous avons connu les 1^{er} mai où s'estompait le souvenir de 1968, mais qui étaient rythmés par le déferlement de nouvelles luttes ; nous avons connu ceux où les grandes actions ouvrières laissaient place, progressivement, à une espérance investie dans les échéances électorales ; nous avons connu celui où les slogans sur le Programme commun étaient déjà plus discordants qu'harmonieux.

Cette fois-ci, une page est tournée. Le problème est qu'elle le soit dans le bon sens : en avant, pas en arrière. En arrière, ce serait croire que tout est simplement à recommencer : un bon temps de traversée de l'ignorance réciproque des forces populaires ; puis un néo-programme commun accouché aux forceps ; l'attente plus ou moins trépidante des prochaines élections, etc. Cela, c'est ce qui n'est plus possible ; pour deux raisons au moins : la première, c'est que c'est ainsi qu'on est arrivé à septembre 77 puis à mars 78 ; la seconde, c'est que les conditions ne sont plus les mêmes.

Pour la première fois depuis 1974, Giscard dispose d'une certaine marge de manœuvre — c'est-à-dire d'un peu d'espace politique et d'un peu de temps — pour tenter de mettre en œuvre son projet de recentrage des alliances politiques et sociales de la majorité, autour d'une gestion négociée de la crise. Cette tentative va obliger à choisir ceux qui sont restés prudemment dans une perspective de centre-gauche, au M.R.G. ou parmi les couches technocratiques du P.S. Mais surtout, elle pose un redoutable problème aux organisations syndicales. D'un côté, elles ne peuvent pas ne pas chercher à obtenir des solutions immédiates aux problèmes les plus durement ressentis par les travailleurs, après le mur de refus opposé à toute revendication syndicale au cours des dernières années, que seule la perspective d'une offensive politique pouvait à la rigueur rendre tolérable. Mais, de l'autre, elle ne peuvent ignorer que les politiques du type de celle que prépare Barre supposent, comme ailleurs en Europe, une austérité modérément tempérée par une correction limitée de la répartition des revenus, le maintien d'un chômage élevé, et un alignement du mouvement syndical ; et que la réalisation de cet objectif suppose précisément qu'il n'y ait pas de contestation politique.

Faut-il, dès lors, sur fond de défaite électorale, se contenter de déplacer le terrain sur la seule négociation syndicale ? Ce serait répéter la même erreur que celle que nous avons dénoncée dans la stricte séparation dans l'action des fonctions politique et syndicale, qui s'est avérée non seulement compatible avec quelques effets de courroie de transmission, mais de surcroît catastrophique pour les deux. Quand Edmond Maire note qu'en 68 on a eu le social sans le politique et en 78 le politique sans le social, c'est exactement la même critique qu'il formule ; mais le pire serait que tout cela se termine par ni l'un ni l'autre. Or rien n'impose une telle issue.

Le débat qui s'ouvre dans les partis de gauche est aussi l'une des données, nouvelle et importante de la situation. Encore ne faudrait-il pas qu'il n'ait d'autre débouché que d'être sanctionné, d'une manière ou d'une autre, par les instances internes de ces partis, pendant que la classe ouvrière essaierait de se tirer le moins mal possible de la situation dans laquelle on l'a laissée. A peine amorcé, ce débat serait alors détourné de son véritable objet. La question qu'il pose avant tout est en effet celle de l'unité, dont l'unité d'action politico-syndicale est la pièce maîtresse. Aucune des conceptions de l'unité développées par le P.C. ou le P.S., qu'elle soit baptisée « union du peuple de France » ou « front de classe » n'a permis de faire avancer — avec la complicité active ou passive des centrales syndicales.

Or cela n'est pas simplement aujourd'hui une question de débat. Il faut commencer tout de suite à expérimenter de nouvelles formes d'action unitaire sur lesquelles pourront se greffer des mouvements dits « sociaux » et s'articuler la discussion politique. C'est pourquoi notre dernière Direction politique nationale insistait sur la nécessité de « proposer sur chaque terrain d'action les moyens de la définition en commun des objectifs et de la mise en œuvre collective de la lutte... de rechercher toutes les formes d'accord unitaire à la base et au sommet et d'ouvrir ainsi la voie à un pacte d'unité d'action réunissant l'ensemble des organisations ouvrières et populaires, politiques et syndicales. »

Nous avons déjà illustré cette démarche par des propositions précises, qui montrent concrètement ce qu'est la conception autogestionnaire de l'unité. C'est dans cette action sans relâche que l'autogestion deviendra le catalyseur de ceux qui, aujourd'hui, perçoivent la nécessité de sortir des impasses où on les a conduits.

1^{er} mai 78 : ce n'est pas « on recommence »... mais : « on commence » !

Le prix de l'austérité

L'appel à "l'ouverture" et à la "concertation" de Raymond Barre est en fait un appel à la collaboration de classes.

UNE Bourse qui s'envole au lendemain de la déclaration de politique générale, un Ceyrac déclarant, le 20 avril, que « les orientations politiques proposées par le Premier ministre nous paraissent fondamentalement bonnes », ou encore un Jacques Ferry (vice-président du C.N.P.F.) se « félicitant » des propositions tenues la veille par le chef du gouvernement, autant de signes qui ne trompent pas. L'ouverture, dont il était tant question depuis un mois, et qui n'avait pas été sans susciter quelque espoir dans certains milieux syndicaux, semble aujourd'hui particulièrement réjouir la bourgeoisie et ses porte-paroles.

Alors, un gadget de plus à ranger dans les vitrines du musée des « promesses verbales », aux côtés du statut de l'opposition et de la décrispation ? Un joli coup d'agit-prop, histoire d'amuser la galerie, de se retourner un peu après la divine surprise des 12 et 19 mars, histoire aussi d'embêter Chirac ?

Peut-être, sûrement même, y a-t-il un peu de tout cela dans cette agitation des têtes d'affiche sur la scène du « social ». Le résultat des élections a suffisamment pris au dépourvu les gens au pouvoir pour qu'il leur faille un bon mois pour défaire des bagages tout préparés et tenter de monter un programme pour la législature qui s'ouvre.

Ce serait toutefois se tromper gravement que de croire qu'il n'y a que cela dans cette ouverture dérisoire. Dégage, en principe, de tout souci électoral pour les trois ans à venir, Giscard peut désormais renouer avec le grand dessein qu'il incarne : faire cesser la coupure de la France en deux et la gouverner au centre. C'est de cela et d'abord de cela qu'il s'agissait dans la déclaration du 19 avril.

Regardons-y de plus près.

« Une politique sociale efficace ne consiste pas à distribuer plus que ce que l'on produit et à compromettre par des générosités à court terme un progrès social véritable et durable ». Voilà qui, certes, suffit à définir les

limites qui sont d'emblée tracées à la satisfaction des revendications des travailleurs dans les années à venir. Discours qui, s'inscrivant dans la plus pure tradition de la droite, ne saurait surprendre venant de R. Barre. Il reste toutefois à rendre compte des deux axes principaux autour desquels semble devoir s'orienter la politique sociale de la bourgeoisie : d'un côté, et ceci relève directement de l'action gouvernementale, des mesures de redistribution marquant une « solidarité accrue » à l'égard des familles et des titulaires de revenus modestes ; de l'autre, à l'intention du patronat, un élargissement et une réactivation des négociations contractuelles et accessoirement une politique « active » de l'emploi.

Car ce qui frappe dans ce discours n'est pas la réaffirmation de l'intérêt porté aux familles nombreuses (revalorisation des prestations fami-

Raymond Barre :



liales, institution en 1979 d'un revenu familial minimum pour les familles d'au moins trois enfants) et aux personnes âgées (poursuite de la revalorisation du minimum vieillesse) ; ce n'est pas non plus la mise « à l'étude » d'un prélèvement sur les grosses fortunes intervenant après l'échec du projet de loi sur les droits successoraux et la mise en sommeil de la loi sur les plus-values ; quant à la « progression moins rapide des revenus salariaux et non salariaux les plus élevés », elle était déjà inscrite dans le plan Barre,

version septembre 1977. On sait ce qu'il faut en penser...

Ce n'est pas non plus de la dérisoire « politique active de l'emploi » qu'il faut attendre grand chose. Reprenant pour l'essentiel, en les pérennisant, les mesures du « Pacte national pour l'emploi » de juillet 1977 : exonération de 50 % des charges sociales pour les P.M.E. (petites et moyennes entreprises) et les artisans embauchant des jeunes, développement des contrats emploi-formation, cette politique ne peut aboutir qu'à institutionnaliser le rôle de volant de main-d'œuvre des jeunes et à renforcer la précarité de leur situation sur le marché du travail (1).

En tous cas, rien là qui permette de créer les emplois nécessaires et de réduire la croissance du chômage ; à fortiori d'amorcer sa résorption. Les prévisions officielles tablent, à politique inchangée, sur 1 400 000-1 500 000 chômeurs pour 1983... Manifestement, l'emploi n'est pas une priorité pour ceux qui prétendent nous gouverner !

NON, ce qu'il faut surtout retenir du discours de R. Barre, c'est l'appel lancé à la collaboration de classes, à travers la volonté affirmée de « pratiquer une large concertation avec les organisations professionnelles et syndicales ». Nul doute qu'il avait sur ce point reçu des assurances formelles, comme il le dit lui-même : « Je me réjouis aujourd'hui que les circonstances nouvelles laissent augurer un dialogue social plus large... »

Cet appel a bien sûr rencontré auprès du C.N.P.F. l'écho que, compte tenu de son contexte, il méritait. « Nous sommes décidés à ouvrir avec toutes les organisations syndicales (...) des conversations qui pourraient commencer dès le mois de mai. Nous entendons à cette occasion instaurer une véritable négociation, car nous avons aussi nos propres revendications, qui portent sur l'emploi, les indemnités du chômage et la durée du travail, par exemple », a déclaré F. Ceyrac à l'issue de son entretien du 20 avril avec Raymond Barre.

Ainsi, le patronat et le gouvernement sont-ils tombés d'accord, avec selon toute vraisemblance l'approbation non seulement de F.O. et de la C.F.T.C. mais aussi de la C.F.D.T., pour faire retour à une politique contractuelle. La négociation semblait pourtant une pratique sur le point de tomber en désuétude si on en juge par l'expérience de 1977.

En septembre 1976, plan Barre 1, une idée maîtresse : les salaires ne doivent pas augmenter plus vite que les prix. Aussitôt dit, aussitôt fait : le C.N.P.F. reprend la balle au bond et envoie en décembre une directive à ses adhérents. Cette lettre ne fait

que reprendre la déclaration gouvernementale en l'assortissant d'un échéancier prévisionnel d'ajustement des salaires, révisable en fonction de la hausse des prix : pas d'accroissement du pouvoir d'achat avant la fin de l'année. Résultat ? Un refus total de la part du patronat d'ouvrir des négociations ; celles-ci ne parviendront à s'ouvrir qu'au cours du dernier trimestre.

Alors quoi, serait-ce une révision déchirante ? En fait, cette politique « sociale » est étroitement liée à la stratégie de Giscard et aux objectifs économiques que se fixe la fraction de la bourgeoisie dont il représente les intérêts.

Ayant réussi à grignoter quelque peu l'audience du R.P.R., libéré pour trois ans de toute échéance électorale normale, Giscard va désormais pouvoir déployer les fastes de la « *société libérale avancée* ». Mais pour comprendre ce qui se joue ici, encore faut-il prendre un peu de recul...

Ce n'est qu'avec retard que, par rapport à des pays de développement comparables tels la R.F.A. ou les U.S.A., la société française est entrée dans le stade contemporain du capitalisme mondial. Disons rapidement que cette entrée date seulement de la fin des années soixante. Si dès cette époque, la fraction de bourgeoisie qui supporte ce projet — la bourgeoisie financière, celle qui centralise des capitaux ne lui appartenant pas —, avait pu assurer son hégémonie politique et économique, il s'en fallait pourtant de beaucoup pour qu'il en aille de même sur le plan social. L'existence d'une république présidentielle d'un côté, le formidable développement du commerce mondial de l'autre étaient certes des éléments lui assurant une certaine stabilité de son hégémonie ; mais le poids des classes possédantes traditionnelles comme l'inexistence d'un syndicalisme de masse largement intégré, étaient autant de points rendant délicat le renversement d'alliance qui lui est nécessaire. Les classes possédantes traditionnelles n'étaient pas disposées à céder la place à des couches moyennes salariées, par ailleurs pas encore prêtes à se rallier. C'est sur cet obstacle que le premier projet de « *déblocage de la société* », celui de « *nouvelle société* », porté par le tandem Chaban-Delors échoua (2).

Jacques Ferry :



C'est cette hypothèque que les dernières législatives viennent partiellement de lever.

La bourgeoisie financière tente donc aujourd'hui de mettre en œuvre la politique sociale cohérente avec sa stratégie économique : s'insérer au mieux dans le créneau ouvert à la France par la division internationale du travail.

Pour cela, il lui faut :

- *redéployer* l'industrie sur les secteurs concurrentiels sur le marché mondial, en laissant dépérir les secteurs touchés de plein fouet par la concurrence des pays en voie de développement ;

- *développer* un large front de classes à rebours, en tentant d'intégrer les couches moyennes salariées et si possible les organisations syndicales ;

- *prendre* pour le reste des mesures d'assistance en prélevant sur les revenus des classes possédantes traditionnelles.

On comprend donc le double volet de cette action ; d'un côté le retour aux mécanismes purs et durs du marché, y compris sur le marché du travail ; de l'autre un filet de rattrapage pour les « exclus » avec, à terme, une forme plus ou moins atténuée d'impôt négatif sur le revenu.

Retour aux mécanismes du marché, c'est bien sûr la libération des prix, le relèvement des tarifs publics, la détaxation de l'épargne investie en actions et la modulation des taux d'intérêt. Mais c'est aussi l'absence d'une politique réelle de l'emploi ; les « canards boiteux » doivent disparaître. C'est enfin la relance de la politique contractuelle, puisque la libre discussion des rémunérations entre partenaires sociaux se doublera d'un désengagement progressif de l'Etat de la politique volontariste de revalorisation du S.M.I.C.

Ce dernier point est tout à fait essentiel pour que puisse être mené à bien le redéploiement de l'industrie française. Comme l'explique clairement R. Barre : « *l'avenir industriel de notre pays restera médiocre tant que les jeunes Français continueront à se détourner du travail en usine et que la majorité de la population ouvrière éprouvera sa condition comme un faisceau de discriminations* ». En d'autres termes, la situation actuelle, marquée par le bas niveau de revenu des « travailleurs manuels », par la très forte inégalité des rémunérations par rapport à l'encadrement — inégalité plus forte et de beaucoup que celle existant dans les autres pays capitalistes développés —, cette situation donc ne peut plus durer. Si elle permettait jusqu'à présent de maintenir en vie les secteurs d'industrie de main d'œuvre (habillement, textile...), ceux-ci sont aujourd'hui directement touchés par la concurrence des pays en voie de développement et l'on est bien décidé à les laisser dépérir. Il faut donc jouer la carte des secteurs capitalistiques employant de la main



François Ceyrac :

d'œuvre qualifiée et la rémunérer en conséquence.

DONC retour à la négociation, mais sur des points précis : rapprochement des salaires minimaux et des réels, revalorisation des salaires des travailleurs manuels, ouverture de la carrière des ouvriers. Ce retour à la liberté contractuelle qui se double donc d'une tentative d'intégration de la classe ouvrière, arrive à un moment politiquement favorable.

La crise qui se maintient, le chômage qui s'accroît, autant d'éléments qui auraient ému la combativité des travailleurs. L'échec de l'Union de la gauche, la division du mouvement ouvrier et l'absence de tout projet crédible ne peuvent qu'avoir accru le désarroi. Dans ce contexte, nul doute que certains ne manqueront pas de faire retour à un certain « réalisme » et à une moindres « politisation ». Pour dire les choses clairement, l'évolution de la C.F.D.T. est suivie avec grand intérêt à Matignon. Comme le note, non sans fascination, P. Rosanvallon : « *le syndicalisme français développe une stratégie qui semble actuellement relativement unique en Europe (...)* mais cette situation ne doit pas nous amener à nous couper d'un mouvement syndical européen dont la stratégie est différente pour tout un ensemble de raisons... » (3).

Ces raisons ?

- *Un syndicalisme majoritaire et unifié* qui « fait du syndicalisme un pilier essentiel de l'organisation sociale. C'est pourquoi on ne peut appliquer sans précaution les qualificatifs de syndicalisme de rupture ou de syndicalisme d'intégration » ;

- *L'existence d'un système développé de négociation* ;

- *La contre partie d'une forte réduction des inégalités* ;

- *Le débat sur les réformes de structures.*

Cette analyse, largement reprise par J. Moreau dans le rapport qu'il a présenté au conseil national de la C.F.D.T. des 26-28 janvier derniers, a incontestablement été écoutée avec intérêt en haut lieu...

Il reste que le contexte économique, comme la politique adoptée, ne sont guère favorables au succès de cette tentative. Comment faire passer auprès des syndicats, aussi réalistes

soient-ils, une stratégie qui a pour conséquence un accroissement durable du chômage ? Comment réduire sensiblement les inégalités, alors que le ralentissement de la croissance et le choix délibéré de ne pas le relancer par une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, implique que les rémunérations ne croîtront pas, dans leur ensemble, plus vite que les prix ?

Alors dans ces conditions, négociateur,

certes, mais sur quoi ? L'ouverture dans l'austérité, c'est là la contradiction que s'efforcera de résoudre la bourgeoisie dans les années à venir.

Jacques COULAURES ■

(1) Pour une analyse détaillée des mesures du pacte national pour l'emploi et de leurs conséquences, cf. la brochure éditée par les sections C.F.D.T. et C.G.T. des Affaires sociales, de l'A.N.P.E., du Travail, du Plan, de

l'I.N.S.E.E. et des Finances : *Chômage : de la manipulation des chiffres au bluff sur l'emploi.*

(2) Sur tous ces points, on s'appuie largement ici sur les analyses de B. Guibert : « L'enjeu de la crise », *Les temps modernes*, avril 1975 ; A. Granou : *La bourgeoisie financière au pouvoir*, éd. Maspero 1972 ; M. Mousel et la commission économique du P.S.U. : *L'utopie réaliste*, éd. Bourgeois, 1978.

(3) P. Rosanvallon, « Crise du capitalisme et stratégies syndicales en Europe », C.F.D.T. *Aujourd'hui*, septembre-octobre 1977.

Marée noire : le journal des démazouteurs

Ils sont une quinzaine de Landerneau à s'être portés volontaires pour nettoyer une plage du Nord-Finistère. Ils témoignent.

Sous la responsabilité de la municipalité de Landerneau, un groupe de bénévoles est allé « démazouter » une plage de Santec (près de Roscoff) durant les vacances scolaires. Voici un certain nombre de faits et d'impressions recueillis au cours de huit jours de travail :

Au premier abord, la plage ne semblait pas si touchée, mais les quelques journées passées nous ont démontré une réalité moins optimiste que les discours officiels.

● **Mercredi 5 avril** : arrivée à 9 h sur Theven. Il faudra une heure d'attente pour obtenir des gants. Ensuite : remplissage de seaux et de sacs en plastique avec une mixture de mazout, de sable et d'algues rassemblés au moyen de pelles et de racloirs. Aucune directive, aucun conseil. Au-dessus de nous, les pompiers arrosent les rochers et l'eau mazoutée dégouline, formant une mélasse dans laquelle nous pataugeons jusqu'aux chevilles, ce qui aggrave la situation. Manque de gros moyens : tracto-pelles, camions, tonnes à lisier... En fait la plage, en fin de journée, nous laisse on ne peut plus rêveurs.

● **Jeudi 6 avril** : le matin, sur une trentaine de bénévoles, huit manquent de gants et de cirés ; deux n'ont pu travailler de toute la journée (les cirés n'avaient pas été nettoyés la veille, comme promis, par l'armée, ce qui coûta à un militaire 20 jours d'arrêt...). Le lendemain, la presse locale titrait sur les effectifs insuffisants. Dans l'après-midi, faute de moyens d'évacuation du pétrole, l'armée fait creuser une large fosse dans le sable, on y vide les poubelles en espérant un pompage rapide mais le soir, la marée la recouvre... Le lendemain la fosse se transforme en sables mouvants où une jeep s'enlise, puis un camion. Personne ne coordonne encore le travail.

● **Les jours suivants**, le gros équipement est parfois sur place — quand nous le réclamons — mais souvent à contre-temps. Ainsi, deux camions repartent vides faute de matériel pour les remplir ; quinze paires de mains recueillent le pétrole dans les creux des rochers ; on obtient un tracto-pelle, mais pas de camions. Le tout à l'avenant.

En conclusion : un gâchis de bonne volonté et de matériel, dû à un manque évident de conseils et de coordination.

Ces remarques amènent quelques questions :

1°) Il y a un PC du plan Polmar à Ploudal-Mezeau, avec une carte où notre groupe figure en rouge. Des militaires et des civils stationnent autour. Pourquoi n'y a-t-il pas d'organisation des moyens d'enlèvement sur les plages : tracto-pelles, camions, et de leur rotation entre les plages et le lieu de leur déchargement ?

2°) Pourquoi le responsable du ministère de l'Équipement qui parcourait les chantiers en voiture ne disposait-il pas d'émetteur-récepteur pour se mettre en liaison avec les camions militaires ?

3°) Les administrations engagées dans le plan Polmar vont présenter une facture au ministère des Finances. « C'est vous et moi qui paierons », dit l'un de leurs représentants. A quoi servira cette recette (inattendue) dans le budget de ces ministères ? Ne va-t-on pas payer deux fois le personnel engagé : une fois avec le budget de ces administrations d'État, une autre fois avec l'ardoise du plan Polmar que le ministre des Finances présentera aux contribuables ?

4°) Pour qui avons-nous ramassé le pétrole sur cette plage ?



Chez les volontaires comme chez les soldats :
Des troubles physiques répétés.

Pour nous, bien sûr, mais aussi pour les habitants de Santec, ceux du Landerneau ? Pour être un point rouge sur la carte d'état-major du plan Polmar ? Ou pour permettre à certains de faire des articles de presse ou des photos à bon compte ?...

5°) Des visites médicales avec des prises de sang ont été effectuées sur certains chantiers (pas le nôtre). Nous aimerions en connaître les résultats si ce n'est pas violer le secret médical... ou militaire ! (1).

6°) Où va ce que nous avons ramassé ? N'est-il pas au fond de la mer avec la carcasse de l'Henriette-Bravo ? A qui vont revenir les produits pétroliers issus des traitements des déchets ? (2).

7°) Les responsables du plan Polmar ont-ils prévu une organisation plus efficace que celle que nous avons rencontré à Santec pour accueillir les scolaires appelés à aller sur les plages avec leurs professeurs après les vacances de Pâques ?

8° et 9°) (questions subsidiaires) : où est passé le Beaujolais de l'opération « Marée rouge contre marée noire » ? On ne l'a pas vu à Santec...

Le changement de nom du ministère de l'Équipement en ministère de l'Environnement et du Cadre de vie est-il une promotion acquise au champ d'honneur de la lutte contre la marée noire pour l'efficacité des équipements, ou une mutation disciplinaire pour incurie bureaucratique ?

Un groupe d'une quinzaine de bénévoles landernéens ■

1) Malgré les dénégations du ministère de la Santé, des troubles répétés ont été observés, chez les volontaires comme chez les soldats : maux de tête, eczéma, vertiges, diarrhées, pertes d'appétit. Un des composés du pétrole inquiète particulièrement les spécialistes : le benzène. Ce produit est connu pour donner des troubles sanguins, et dans certaines conditions, peut être cancérigène. Les effets n'en seront vraiment mesurés que dans plusieurs mois.

2) L'Henriette-Bravo, petit caboteur danois chargé de 3 000 tonnes de déchets mazoutés, a coulé le vendredi 14 avril en contournant Ouessant pour rejoindre Brest. La mer était mauvaise : un coup de gîte a déplacé la cargaison, le bateau n'a pu se redresser. Par ailleurs, d'autres bâtiments restent en rade : personne ne veut les décharger ; c'est le cas du « Trieux », petit cargo palimpolais immobilisé à La Rochelle.

Les trois gauches

A côté d'un courant communiste, issu du stalinisme, et du courant social-démocrate, il existe en France aujourd'hui une tradition anti-autoritaire qui s'exprime dans l'autogestion.

La défaite du 19 mars ouvre un débat qui se prolongera très certainement en 1979 dans la préparation des congrès des deux grands partis de gauche. Nous savons les limites institutionnelles de telles discussions, qui ne peuvent évoluer qu'entre des butoirs, d'ores et déjà solidement ancrés. Mais ce débat sera, n'en doutons pas, largement public et concerne donc le courant autogestionnaire qui peut, à travers lui, diffuser largement ses propositions alternatives.

Le bilan de l'union

L'interrogation fondamentale tournera évidemment autour du bilan de l'union. Déjà quelques militants — encore bien rares — esquissent un dépassement des données électorales du débat pour réfléchir aux finalités de la politique d'alliances.

Un programme — n'importe quel programme — ne saurait fixer pour l'éternité un rapport de force. Il en est à un moment donné le constat, et la lecture en est obligatoirement dynamique au regard même de l'état et des objectifs de la mobilisation populaire. C'est bien pourquoi l'analyse marxiste écarte tout juridisme, s'attachant à mettre en évidence les rapports de classe qui expliquent la formation, la consolidation et la dissolution des blocs de pouvoir.

La grille de la réflexion gramscienne est à cet égard la plus stimulante, encore qu'aucune conception d'ensemble de la formation des alliances politiques ne puisse en être dégagée. On a en effet trop souvent confondu, en France, la notion de « *bloc historique* » avec celle de bloc de pouvoir. Il suffira de rappeler ici que dans la conception gramscienne, la formation d'une nouvelle hégémonie est un processus qui peut s'étaler sur des décennies (en France, de 1789 à la Commune). La confusion n'est donc pas admissible, la formation d'un nouveau bloc historique supposant

généralement l'expérience (la médiation) de plusieurs blocs de pouvoir.

C'est la complexité du tissu social et politique, la consistance de la société civile qui, dans les pays développés, imposent des voies « non léninistes » au cheminement de la révolution sociale. Une telle réflexion se situe évidemment à l'opposé de la liquidation social-démocrate du léninisme qui, aujourd'hui, fleurit de l'intérieur même des partis communistes. Dans cette optique, un bloc social et politique — voire un bloc de pouvoir — ne peut qu'être conjoncturel, donc compris comme un moment d'une perspective plus globale de révolution sociale. D'où aussi la mise en évidence du fait, si important dans la conduite des alliances, que celles-ci sont traversées par des stratégies différentes.

Il ne peut en être autrement et seule la prise en compte sereine de ces contradictions peut à la fois éviter que l'alliance ne se brise dans les passes difficiles, ou que l'ensemble du mouvement ne s'aligne sur ses éléments les plus modérés, au nom de la préservation de l'union.

Programme commun : la faiblesse principale

A défaut, le « *crétinisme parlementaire* » a toutes chances de l'emporter avec ses mirages politiques et son cortège d'espoirs déçus. C'est la subordination du mouvement social au primat des échéances électorales qui a constitué la principale faiblesse de l'unité des partis du Programme commun. Car seule la prise en compte de la dynamique populaire et la structuration à la base de l'unité sont susceptibles de donner vie à une convergence politique.

C'est d'ailleurs cette perspective, et non le purisme doctrinal, qui nous a fait refuser l'intégration au Parti socialiste en 1974. Car la rupture avec la « *voie parlementaire* », aujourd'hui dominante dans le mouvement ouvrier,

suppose l'indépendance politique et d'organisation de la gauche socialiste autogestionnaire en même temps que l'affirmation de sa présence dans le développement unitaire. Nous ne croyons pas que le réformisme et son expression social-démocrate soient morts avec les « *Assises du socialisme* ».

Deux cultures ?

Ils sont aujourd'hui, et seront demain, l'expression d'une réalité sociale et politique sur laquelle il n'est pas possible de faire l'impasse. Le mouvement ouvrier français ne se nourrit pas de deux cultures, la centralisatrice et l'antiautoritaire, l'une représentée par le P.C. et l'autre par le P.S. Car force est de constater que depuis son congrès d'Epinais, en 1971, le P.S. s'est affirmé comme un parti présidentiel, donc éminemment centraliste, même si ça n'est pas au sens du P.C. Ne trouve-t-on pas, d'ailleurs, dans l'expérience social-démocrate, de Guesde à Kautsky, les bases idéologiques du centralisme organisationnel qui inspirera le léninisme ?

La compréhension des divisions du mouvement ouvrier doit donc, pour être réaliste, revenir aux courants politiques qui, depuis une dizaine d'années, sous-tendent son évolution. Le courant communiste, issu du stalinisme, même s'il est en crise depuis le XX^e congrès, inspire encore les secteurs décisifs du prolétariat. Le courant social-démocrate, largement renouvelé en France depuis quelques années, influence maintenant toutes les couches de la population française. Mais à côté de ces courants stables dans leur organisation, on ne saurait sous-estimer la présence d'une tradition antiautoritaire qui s'exprime aujourd'hui dans l'idée d'autogestion. L'émergence du thème, sa reconnaissance au moins formelle par les autres forces politiques, soulignent la nécessité et la possibilité d'un élargissement de son assise politique. C'est le sens de la politique du regroupement des autogestionnaires, amorcé dans la campagne électorale, mais qui devrait maintenant se développer d'une manière beaucoup plus large. Non pour créer un « nouveau parti » ; l'autogestion, moins que d'autres, ne saurait emprunter les voies du raccourci organisationnel, mais pour fournir le lieu de confrontation et d'action qu'exige la crise actuelle de la gauche.

C'est la force, la dynamique et l'unité de ces trois courants qui peut, demain, contribuer à dégager une nouvelle majorité, y compris dans les échéances électorales. C'est la présence d'un courant autogestionnaire plus large et plus cohérent qui permettrait l'émergence d'une véritable unité populaire, sans laquelle rien ne peut être valablement gagné.

Serge DEPAQUIT ■



Bombes à neutrons : Ce que nous prépare Giscard

La fabrication de bombes à neutrons engage les super-puissances dans une nouvelle escalade nucléaire. Giscard, en laissant dire que la France se dote de tels armements, renforce le camps des "durs" américains.

Le « cruise missile » et son porteur :
un missile pas comme les autres.

L'expert américain Fred Kaplan, membre du Centre d'études internationales du célèbre institut américain M.I.T., écrit, dans le numéro d'avril de la revue scientifique allemande *Bild der Wissenschaft* : « L'engin [la bombe à neutrons] n'est pas plus "humain" que les gaz asphyxiants, interdits depuis longtemps par les lois internationales » (1). Mais, comme le souligne également l'auteur de cet article, on aurait tort de penser qu'il s'agit — en dehors des neutrons — d'une bombe nucléaire « propre », ne déversant pas de produits mortels durables dans l'environnement (voir notre encadré ci-contre). Si on estime, comme le fait Kaplan, qu'il faudrait au minimum plusieurs centaines d'obus à neutrons pour arrêter une proportion appréciable d'une première vague de blindés venant de l'Est, il est aisé de calculer qu'on atteindrait vite (en tenant uniquement compte de l'effet « salissant » des seuls détonateurs atomiques des obus), un empoisonnement durable par produits de fission (radio-iode, radio-strontium, etc.) équivalent à dix fois Hiroshima. Ces poisons seraient répandus dans la région par les vents naturels et peut-être par la « tempête de feu » provoquée par le bombardement.

Ces faits sont importants — non seulement pour montrer ce qu'a de criminelle la préparation d'une stratégie à base de bombes à neutrons —, mais surtout pour démentir la propagande déclenchée par le Pentagone, le gouvernement allemand et toute la presse

« atlantique », propagande tendant à faire prendre la bombe à neutrons pour un engin « différent », « sûr », « pas vraiment atomique », « se rapprochant beaucoup des armes classiques ». En fait, la bombe à neutrons est une arme nucléaire parmi d'autres et rien de fondamental ne la distingue des autres engins « tactiques », tantôt plus gros, tantôt de puissance comparable (*mini-nukes*) dont 7 500 équipent les forces de l'O.T.A.N. en Europe (et spécialement les divisions allemandes), et 3 500 les forces soviétiques.

Cette mystification...

Rien de fondamental... si ce n'est précisément cette mystification. On connaît la thèse de l'ancien secrétaire américain à la Défense, Schlesinger, qui est aussi celle des stratèges français, suivant laquelle on pourrait, d'une part, utiliser en premier les armes nucléaires tactiques contre les forces soviétiques dans une guerre qui débiterait classiquement (sans armes atomiques) et, d'autre part, éviter que le conflit ne dégénère en guerre atomique générale. Cette thèse est de moins en moins crédible. L'actuel secrétaire d'Etat à la Défense de Carter, Harold Brown, a exprimé plusieurs fois son scepticisme à ce sujet. Des spécialistes américains comme Barry Schneider ont souligné que la doctrine militaire soviétique ne faisait pas ces distinctions raffinées (2). Fred Kaplan fait la même remarque

et souligne que la précision insuffisante de leurs armes nucléaires impose aux Soviétiques de répondre par des bombes atomiques de plus fort tonnage. Les stratèges sérieux ne croient pas, ou en tout cas plus, à la « petite » guerre atomique — et un important mouvement d'opinion, aux Etats-Unis, s'oppose à l'emploi, en premier, des armes atomiques, fussent-elles tactiques.

Mais si on arrive à persuader l'opinion que la bombe à neutrons, c'est « autre chose », que son emploi ne provoquera pas l'enchaînement atomique, on peut revenir sans bruit à la stratégie de Schlesinger. Cet état d'esprit est naturellement partagé par le gouvernement français et ses stratèges, pour lesquels il n'y a pas d'autre moyen d'équilibrer la surpuissance des blindés soviétiques qu'en utilisant en premier les armes nucléaires tactiques (pour commencer...). Les mêmes arguments valent pour le gouvernement allemand ; de plus, Schmidt pense que les obus et fusées à neutrons feront moins de dégâts en Allemagne-même que les autres engins nucléaires ; il prétend aussi, en lançant un ultimatum à l'U.R.S.S., annonçant le déploiement éventuel d'un armement à neutrons, amener les Soviétiques à faire d'importantes concessions. Mais il s'agit là plutôt d'un prétexte pour rassurer l'opinion ; la probabilité d'un tel recul est bien faible, alors que l'U.R.S.S. est déjà surclassée nucléairement par les U.S.A. et sent peser sur son territoire

la menace des « *missiles de croisière* » ultra-précis. Elle fabriquera plutôt ses propres bombes à neutrons, ou multipliera ses gros engins nucléaires tactiques.

Carter hésite

Carter, justement, sait pertinemment que la mise en production de la bombe à neutrons engage les deux superpuissances dans une nouvelle et grave escalade. Il a dû, devant les pressions du Pentagone, accepter le « *missile de croisière* », ce qui a rendu les Russes très inquiets (3). La bombe à neutrons risque de liquider ce qui reste de « coexistence pacifique ». Il sait aussi que cette arme, une fois banalisée et répandue à l'échelon des corps de troupes, sera fatalement utilisée au premier incident grave. Il sait, en ce cas, comme son secrétaire à la Défense Harold Brown, que cet abaissement de ce qu'on appelle le « *seuil nucléaire* » déclenchera à peu près certainement la guerre nucléaire générale. C'est pourquoi il hésite, tergiverse, et refuse, « pour le moment », de donner son aval à la mise en fabrication.

Mais il a affaire à forte partie. Le Pentagone veut sa bombe à neutrons et une partie de l'entourage de Carter l'appuie. Les industriels sont alléchés : l'obus à neutrons pour obusier de 8 pouces coûtera 750 000 dollars pièce — 3 millions lourds... Depuis trois ans, une campagne d'intoxication est déclenchée en Amérique et en Europe pour « démontrer » que les Soviétiques deviennent plus forts que l'Ouest. C'est le même processus que la campagne du « *missile gap* » (l'écart en fusées), organisée pour faire céder Kennedy et reconnue depuis entièrement mensongère. Les experts et journalistes libéraux ont beau démontrer les tricheries,

la campagne se développe. L'O.T.A.N., Schmidt et Giscard poussent à la roue. Carter résistera-t-il ?

C'est dans cette perspective qu'il faut voir l'annonce d'une bombe à neutrons française, annonce plus ou moins démentie sans l'être tout en l'étant : coup visiblement calculé pour faire penser qu'il y a « quelque chose ». Les réactions anti-Carter des Allemands sont brutales. Schmidt est furieux, la presse allemande attaque Carter et le ministre des Affaires étrangères, Genscher, le traite de « farfelu religieux » (*Religiöser Schwärmer*) (4). Giscard, lui, agit « en douce ». En laissant dire que les Français mettent au point une bombe à neutrons, il fournit un puissant argument aux « durs » américains, qui diront à Carter : « *Si vous continuez à refuser, les franco-allemands vont avoir la bombe à neutrons sans vous.* » Déjà, Giscard a proposé à Schmidt de fabriquer ensemble des missiles de croisière (5). Déjà aussi, il était intervenu au Zaïre pour protéger non seulement Mobutu, mais surtout le vaste territoire acheté par le consortium allemand O.T.R.A.G. pour essayer les fusées allemandes. L'alliance franco-allemande se porte bien, et la préparation du suicide atomique va bon train. Laisserons-nous faire ?

Claude BOURDET,
Président du Mouvement
pour le Désarmement, la Paix,
la Liberté (M.D.P.L.) ■

(1) Des extraits de l'article sont parus dans l'hebdomadaire *Spiegel* du 10 avril dernier.

(2) Voir mon livre *L'Europe truquée* (éd. Seghers, 1977), notes, pages 226 à 229.

(3) Le déploiement d'un grand nombre de ces engins bon marché et ultraprécis détruit tout équilibre atomique et fait de nouveau naître pour le pays visé le danger d'une « première frappe » anéantissant ses fusées terrestres et ses installations militaires et industrielles.

(4) *Spiegel*, 10 avril 1978.

(5) *Idem.*

Blindés soviétiques :
l'angoisse des états-majors occidentaux.



Le président Carter :
soumis aux pressions du Pentagone.

BOMBE « N » : UNE IMAGE TERRIFIANTE

La bombe à neutrons n'est pas un engin nouveau, foncièrement différent des autres armes nucléaires. Il s'agit d'un engin à **fission-fusion**, comme la bombe « H ». Dans cette dernière, la **fission** d'une « petite » bombe « A » classique, vraisemblablement de l'ordre de la kilotonne ou plus (1/20^e d'Hiroshima), amorce la **fusion** nucléaire de l'hydrogène qui fournit, elle, une explosion de plusieurs mégatonnes (2 mégatonnes = 100 fois Hiroshima).

Le détonateur de la bombe à neutrons est toujours une petite bombe « A », (0,5 kt pour l'obus de l'obusier de 8 pouces) — dont la fission amorce une explosion de fusion à **peine supérieure** (de 0,5 à 1,5 kt). En termes nucléaires, un tel obus de 1 à 2 kt est un « petit » engin — tout de même d'une énorme puissance puisqu'il équivaut à 1 000 ou 2 000 tonnes d'explosif classique. Du point de vue militaire, son « intérêt » est que l'explosion de fusion libère une très grande quantité de neutrons rapides (cet effet existe naturellement dans la bombe « H », mais y est secondaire par rapport aux destructions). Avec la bombe à neutrons, les matériels ne sont détruits que dans le voisinage de l'explosion mais les neutrons rapides traversent les parois et tuent à plusieurs centaines de mètres tout ce qu'ils rencontrent : une personne qui reçoit 8 000 rad de rayonnement en quelques minutes est totalement incapable et meurt en 1 à 2 jours — avec 3 000 rad elle est incapable provisoirement, mais meurt aussi en 4 à 6 jours — avec 650 rad elle tombe malade dans les 2 heures et meurt en quelques semaines. ■

La loi du "secret"

En brisant le secret des délibérés, quatre jurés viennent de montrer que la cour d'assises populaire n'est qu'un mythe.

Encore un mythe qui s'effondre, et du fait même du pouvoir : quatre jurés — Claude Tosi, Thérèse Mauffré, Claude Becaert et Jacques Longuet —, sont poursuivis pénalement pour avoir satisfait aux exigences de leur conscience.

En mars 1977, la cour d'Assises de Paris condamne Martine Willoquet à une première peine de cinq ans de réclusion criminelle. Puis, quelques jours plus tard, pour d'autres faits, à une deuxième peine de cinq ans de réclusion criminelle. La condamnée sollicite devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris la confusion de ces deux peines pour n'en subir qu'une seule. Ce qui lui est refusé.

La cour de cassation rejette le pourvoi formé contre cette décision et le président de la République refuse à son tour de lui accorder, par voie de grâce, la remise d'une de ces deux peines. Conséquences : Martine Willoquet subira 10 ans de réclusion criminelle et son fils, né en prison, et âgé de 18 mois, lui est retiré.

Quatre des jurés, au demeurant d'options politiques fort diverses révèlent alors, par une lettre au président de la République, et dont ils prennent l'opinion publique à témoin, qu'ils ont été trompés lors du déli-

béré, et qu'ils ont cru, sur l'affirmation du président des assises que la confusion des deux peines était automatique. Ils souhaitaient en effet que Martine Willoquet puisse sortir rapidement de prison, ce qui était possible par l'octroi d'une mesure de libération conditionnelle, afin que son enfant ne soit pas séparé d'elle et qu'elle puisse continuer à l'élever. Ce qui représentait à leurs yeux un gage de réinsertion sociale.

Ce souci n'est pas si fréquent chez les jurés pour qu'il ne soit souligné au passage : soumis à une campagne intensive selon laquelle la sécurité des Français nécessiterait des sanctions pénales exemplaires, les jurés, comme les autres Français, sont matraqués par des statistiques plus ou moins manipulées qui tendent à leur faire croire à un accroissement de la criminalité ; ils entendent dénoncer le laxisme des juges par les hautes autorités de l'Etat, et voient se constituer des associations telles que « Légitime défense » dont font partie des magistrats qui n'hésitent pas à revendiquer l'impunité pour ceux qui exercent des vengeances privées.

Le serment

Ils sont placés en état d'infériorité et de dépendance à la fois idéologique et juridique vis-à-vis des juges professionnels avec lesquels ils siègent, pour le jeu de la solennité, du rituel, de la phraséologie, des mécanismes des procédures et des principes juridiques d'une complexité sans pareil, qui règlent le déroulement de l'audience des assises et du délibéré.

La formule du serment qu'on leur fait prêter fait apparaître une idéologie qui fait appel à la neutralité (notion contradictoire avec leur rôle qui est de prendre parti), à une conscience abstraite, à une fermeté dont on se demande comment elle peut se concilier avec la neutralité, ainsi qu'à des notions qui peuvent être antinomiques, comme les intérêts de l'accusé et ceux de la société qui l'accuse quand on sait que cette « société qui

l'accuse », c'est ici, le représentant du pouvoir politique en place.

La formule ? « Vous jurez et promettez d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre X..., de ne trahir ni les intérêts de l'accusé ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'à votre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre, et de conserver le secret des délibérations, même après la cessation de vos fonctions ».

Répondez par « oui » ou par « non »

C'est, soucieux de respecter toutes ces obligations que les jurés doivent, au cours du délibéré, formuler leur décision en répondant par « oui » ou par « non » à quelques dizaines de questions portant sur les éléments de l'infraction dissociés les uns des autres, sur les circonstances atténuantes et sur la peine, chacune des réponses engageant, à leur insu, le résultat final. Si les jurés avaient « su », ils auraient prononcé 5 ans d'emprisonnement au lieu de 5 ans de réclusion criminelle, à l'encontre de Martine Willoquet et la confusion des peines aurait été automatique.

On comprend leur indignation. Voilà des gens qui ont résisté à la tentative d'intoxication du pouvoir qui utilise la répression comme un mode de gouvernement, qui ont voulu humaniser leur décision, favoriser la réinsertion sociale dont on prétend qu'elle doit être le souci de tout juge, et qui ont vu leur décision bafouée, et la répression triompher par le jeu de règles juridiques qu'ils ignoraient.

On peut s'étonner d'ailleurs que le code de procédure pénale prévoie qu'il soit statué sur les demandes de confusion de peines postérieures à la condamnation par la chambre d'accusation composée uniquement de magistrats professionnels et non à nouveau par la cour d'assises elle-même.

Or les juges professionnels, comme le président de la République, décidant au nom du peuple français, ont, en toute légalité, tenu en échec la justice prétendue populaire de la cour d'assises.

Cette affaire a au moins le mérite de faire apparaître au grand jour, qu'en l'état actuel des règles qui président au fonctionnement de la cour d'assises, les jurés ne peuvent qu'être broyés par la machine judiciaire et que la participation populaire à la justice n'est qu'un mythe.

Gérard BLANCHARD,
membre du bureau du Syndicat
de la magistrature

Jurés :
Soumis, comme tous les Français, au matraquage des statistiques.



"Thermos" : Une aubaine pour les militaires

Les réacteurs de type "Thermos" permettront à chaque pays de la planète de posséder son armement nucléaire "de poche"...

Il y a quelques semaines, T.S. (n° 771) évoquait le projet « Thermos » destiné en théorie à assurer le chauffage urbain par l'énergie nucléaire. Un tel projet, concurrent direct du développement de la géothermie, s'inscrit dans une logique qui tend à rendre irréversible la mise en place du nucléaire dans la société. Mais il existe une finalité cachée à la production en série de petites centrales à laquelle le projet pourrait donner lieu : le débouché militaire.

Aucun avenir pour le chauffage urbain

Les militaires des pays en voie de développement ont, comme tous les militaires, le désir secret d'acquérir un armement atomique. Au-delà des barrages politiques internationaux, les principales difficultés sont d'ordre technique et financier : le plutonium nécessaire se fabrique dans d'énormes réacteurs nucléaires aux technologies extrêmement compliquées et coûteuses (un réacteur PWR, 1 000 Mégawatts électriques coûte 3 milliards de francs 1978). Le réacteur « Thermos », que le Comité à l'énergie atomique (CEA) envisage de construire, va enfin mettre la bombe atomique à la portée de toutes les bourses : son prix est seulement (!) de 100 millions de francs.

« Thermos », petit réacteur de 50 à 100 Mégawatts produirait de l'eau chaude à environ 120° et pourrait chauffer une ville d'environ 40 000 habitants. Mais, hélas, « Thermos » n'a aucun avenir sur le marché du chauffage urbain en France. L'étude économique que le C.E.A. a réalisée montre, en effet, que seules quelques grandes villes en France ont des réseaux de chauffage urbain suffisamment grands pour utiliser « Thermos » et que, malheureusement, ces réseaux sont inadaptés à « Thermos » (température de l'eau non-adéquate). Aucun débouché n'est donc sérieux de ce côté-là.

Par ailleurs, l'investissement que représente « Thermos » (100 millions de

francs) exclut pratiquement tout financement par les collectivités locales et, de plus, « Thermos » doit être couplé à une chaudière à fuel pour les cas de pannes et les jours de pointe ! Quand on sait que la géothermie a des difficultés à s'implanter par suite de l'importance des investissements (environ 10 millions pour un doublet géothermique et les échangeurs dans la région parisienne), « Thermos », cela est clair, n'a aucun avenir en France, sauf si une volonté politique au niveau national entend développer ce mode de chauffage, quelle qu'en soit sa rentabilité.

Pour les militaires, « Thermos » est certainement une machine intéressante. Son combustible est de l'uranium enrichi à 3,5 % comme celui des réacteurs PWR-Westinghouse. Il s'agit donc d'un combustible qui sera fabriqué en très grande quantité au niveau mondial pour les programmes électronucléaires des pays développés. Si l'on compare les différents combustibles nucléaires possibles pour fabriquer du plutonium, l'oxyde d'uranium enrichi à 3,5 % sera certainement le plus répandu d'ici quelques années.

Le retraitement : une chimie simple

Les performances techniques de « Thermos » sont beaucoup moins audacieuses que celles des réacteurs PWR par suite de la faible pression (9 bars) qui règne dans la chaudière nucléaire. Alors qu'il semble difficile à un pays en voie de développement de maîtriser les problèmes technologiques des réacteurs PWR (d'ailleurs mal dominés par les pays développés), il paraît beaucoup plus réaliste pour ces pays d'assurer le fonctionnement d'un réacteur du type « Thermos ». Même en cas de rupture politique brutale avec le pays vendeur (en cas d'explosion de bombe atomique par exemple), un pays en voie de développement pourrait assurer une maintenance suffisante pour que « Thermos » continue à produire son plutonium.

Dans la version 100 Mégawatts, la masse d'oxyde d'uranium enrichi du cœur est de 3,1 tonnes dont on décharge le quart tous les ans. Au taux de combustion prévu (36 000 Mégawatts-jour/tonne pour 4 000 heures par an de fonctionnement) on obtient ainsi chaque année environ 7 kg de plutonium, soit de quoi faire une bombe atomique : la masse critique minimum pour ce mélange d'isotopes de plutonium est précisément de 7 kg ! Une version améliorée de « Thermos » et des conditions de fonctionnement un peu différentes, permettraient, sans modification sensible de prix, de doubler ces possibilités.

La principale difficulté sera de retraiter le combustible irradié. Si le retraitement industriel de centaines de tonnes n'est pas encore possible, même à la seule usine prévue au monde (La Hague - France), le retraitement artisanal de quelques centaines de kilogrammes est une chimie relativement simple au niveau technique de la plupart des pays du tiers-monde. Le C.E.A., par ailleurs, projette de vendre, clé en main, de petits laboratoires de retraitement !

L'alibi diplomatique : le dessalement

Reste le problème de l'alibi diplomatique. Un contrat de vente d'un réacteur nucléaire doit être justifié par des raisons « pacifiques » sérieuses. Un chauffage urbain pour des pays peu urbanisés et très ensoleillés serait peu crédible. Aussi, le C.E.A. a pensé à une autre solution : le dessalement de l'eau de mer. Cette idée arrive, comme par hasard, dans le 1^{er} chapitre du Dossier sur les « Options générales de sûreté de Thermos » (avril 1976), dans la partie consacrée à la pénétration du marché étranger. On nous précise que dans ce cas « le taux de charge de l'installation, beaucoup plus élevé, conduit à un cycle du combustible différent ». Traduit en termes clairs, cela veut dire que l'on va produire aussi plus de plutonium.

Ainsi, l'on comprend mieux la possibilité prévue pour « Thermos » de fonctionner à pleine puissance pendant 6 500 heures par an. Sauf si une période de glaciation est imminente, il est stupide de prévoir un tel besoin de chauffage.

Ainsi, en l'espace de quelques années, et pour un prix modique, un pays sans grandes possibilités technologiques pourra se doter de l'armement nucléaire. Lorsque l'on sait que la France est le 3^e vendeur d'armes au monde et que le C.E.A. a une mission, civile certes, mais également militaire, l'on comprend mieux pourquoi le projet « Thermos » voit le jour.

Gilles BERNARD ■

Jean Rony : Un communiste qui s'interroge

Jean Rony, collaborateur de " France-Nouvelle " et de la " Nouvelle critique ", est membre du Parti communiste depuis trente ans. Et n'entend pas le quitter. Justement : tout le prix de son témoignage vient de là. Au moment où tant de communistes s'interrogent sur le fonctionnement interne du P.C.F., l'auteur de " Trente ans de parti : un communiste s'interroge "*, pose la question : " le P.C.F., tel qu'il est, est-il le parti de sa politique ? "

Le P.C.F. fait mener à ses cadres et à ses militants un type d'existence qui rend presque inévitable que soit faite remise au groupe dirigeant de la totale souveraineté politique. Le cumul des responsabilités, l'activisme, les mille et une tâches à accomplir ne laissent à la réflexion qu'un temps extrêmement limité. Dans ce climat assez frénétique tout ce qui dérange la tranquillité intellectuelle fait perdre du temps pour l'action. D'où la tendance à s'isoler dans le parti, dans la presse du parti, dans le discours du parti. A constituer, *volens nolens*, une contre-société. Dans cette contre-société le pouvoir se reproduit avec d'autant plus d'aisance que les rythmes d'activité imposés aux militants entraînent un *turn over* considérable. Les cadres intermédiaires constituent l'élément stable. Ils résultent d'une première sélection : ce sont en général des militants qui ont pu suivre la cadence. Ils arrivent le plus souvent au comité de section ou au comité fédéral épuisés par leur travail professionnel et leurs tâches politiques. Ils écoutent le rapport du secrétaire, qui remplace parfois pour eux la lecture de *l'Humanité*.

Rares sont les cas où s'ouvre une vraie discussion. Il y faut un événement : une grève difficile par exemple.



« J'ai connu des
secrétaires fédéraux
desséchés »

De plus les réunions des instances dirigeantes sont ritualisées. Les micro-baladeurs n'y ont rien changé. Il y a ceux qui détiennent l'autorité et sont en contact avec l'échelon supérieur. Ce sont souvent des permanents, c'est-à-

hôte de passage, mais c'est toujours dire les porteurs obligés de la parole officielle. Sauf crise grave, on n'entre pas en conflit avec eux. D'autant qu'on les connaît. Ils sont sortis du rang et ils n'ont pas choisi la facilité. Le permanent, pour peu que ce soit un professionnel qualifié, a accepté souvent de voir son salaire réduit de moitié.

La corruption par l'argent a été drastiquement éliminée des Partis communistes. Il n'est pas sûr qu'on y soit aussi prévenu contre les tendances que font naître l'exercice d'un pouvoir.

Le temps de l'étude, de la réflexion, des contacts humains manque souvent aux cadres politiques du P.C.F. et aux militants les plus actifs. D'où parfois selon les individus un réel appauvrissement. J'ai connu des secrétaires fédéraux desséchés. Je ne parlerai que de l'un d'entre eux. Il avait demandé à *la Nouvelle Critique* un conférencier pour traiter du réformisme dans la ville universitaire qui est le chef-lieu du département où il exerce. On lui donne mes coordonnées et mon accord de principe. Je reçois une longue lettre avec le plan détaillé de ma conférence.

Je trouve d'abord l'attention délicate. J'arrive le jour dit à la Fédération — après un voyage de plusieurs heures.

Je rentre. Je vois un type à un bureau, il lève les yeux, les rebaisse, me laisse planté plusieurs minutes puis me dit : « C'est toi qui viens de Paris ? assois-toi. » Je m'assois. Une demi-heure plus tard, arrive un autre type, il me regarde et interroge le premier : « C'est lui ? », geste d'acquiescement. Il me dit alors de le suivre chez les camarades qui devaient m'héberger. Me laisse à leur porte après un quart d'heure de silence et me recommande d'être à l'heure pour la conférence. Accueil délicieux chez un couple de camarades universitaires, elle ancienne déportée : ils me disent en riant que, désormais à la Fédération, ils n'ont guère d'autre statut que leur possibilité de loger des

un plaisir pour eux. A 20 h 30 juste je suis au local prévu pour la conférence. Il y a un peu de remue-ménage.

Le secrétaire fédéral s'approche de moi : « Nous avons pris nos dispositions, il n'y aura pas de gauchistes » ; je proteste. Inutilement. C'est lui le chef. Nous entrons dans la salle. Une cinquantaine de personnes filtrées. Peut-être quelques non-communistes.

Une monstrueuse tribune, haute de 1,50 m. Moi tout seul là-haut, perché avec le responsable fédéral aux intellectuels. Le muet qui m'avait accompagné chez mes hôtes. J'exige et j'obtiens qu'on me mette une petite table au niveau de la salle d'où je puisse parler. Ces deux secrétaires fédéraux, je l'ai vérifié, « appliquent » maintenant la ligne du XXII^e Congrès. [...]



« On doit s'interroger
aujourd'hui sur le
mode d'organisation
du parti »

Parmi les militants les plus actifs dans les sections, il n'est pas rare d'en rencontrer que la politique n'intéresse pas. Radicalement pas. Ils s'occupent sérieusement de la diffusion de la presse, ou de la rentrée des collectes, ce sont parfois de bons militants syndicaux, mais ils ne parlent jamais politique. Ce n'est pas leur affaire. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas une tendance latente à la promotion de ce type de cadre. Dévoués, toujours là, ne posant pas de problèmes, on peut compter sur eux. L'envers de la médaille c'est leur inaptitude à faire face dans les discussions. Les réticences du P.C.F. devant les comités de quartier, les organismes plus ou moins informels s'expliquent aussi par la formation donnée à ses cadres. On doit s'interroger aujourd'hui sur le mode d'organisation du parti. La cellule très décentralisée, couvrant d'un tissu tantôt à larges mailles tantôt serré les quartiers et les entreprises a des mérites auxquels il ne faut sans doute pas renoncer. Elle permet entre autres de démultiplier les responsabilités et ainsi d'accroître le taux de participation des adhérents à la vie du parti. Les énormes sections qui constituent souvent l'organisation de base du Parti communiste italien fonctionnent parfois avec un rendement réduit. Il arrive que la notion de « parti de masse » ne signifie pas autre chose que l'extension du parti à un cercle ou deux de sympathisants auxquels on porte leur carte une fois l'an. La cellule à effectif réduit n'est pas non plus né-

cessairement un obstacle à la discussion. Des militants prendront plus aisément la parole devant dix à quinze camarades qu'ils connaissent bien qu'ils ne le feraient devant cent à deux cents personnes. La capacité qu'a eu le P.C.F. de former en grand nombre des militants et des cadres ouvriers n'est pas étrangère à ce mode d'organisation qui ne privilégie pas les spécialistes du discours que sont les intellectuels. Le Parti communiste italien est depuis quelques années préoccupé par une certaine tendance chez ses militants ouvriers à *filer* vers le travail syndical. Dans *Rinascità* il y eut au printemps 1977 un débat très vif sur les insuffisances du P.C.I. en matière de promotion des cadres ouvriers.

Donc dans ce domaine s'il faut avancer, cela ne peut être en renonçant à des formes d'organisation qui ont fait leur preuve. Mais il faut avancer : la cellule ne constitue plus le cadre adéquat à la formation de militants politiques. Dans la plupart des cas elle

qui font de la section territoriale l'organisme politique de base du parti afin d'éviter les cloisonnements socio-professionnels.



Ces transformations à la base du parti impliquent un autre rapport base-sommet, c'est-à-dire une amélioration des échanges entre les différents niveaux. Pour le moment le modèle militaire prévaut : les cadres sont responsables devant l'instance supérieure et non point devant celle qui est censée les avoir élus. Certes pour les secrétaires de cellule cette pratique a depuis

nière, l'on peut même se permettre le luxe du vote secret. [...]

Et puis il y a les permanents. Ils ont fait un choix dangereux : un permanent, s'il veut reprendre son métier, trouve difficilement un patron. Il est donc difficile de parler des permanents. D'abord il faudrait distinguer leurs fonctions. De direction ou technico-politique ou purement technique.

Il y a ceux qui ont du pouvoir, ceux qui croient en avoir (avec de pénibles intermittences de lucidité) et ceux qui n'en ont pas. Si la rémunération est à peu près identique pour tous — ce qui exclut que l'on suive cette voie pour s'enrichir — la fonction n'est pas également gratifiante et le rapport avec la direction pas identique. Un élu local bien implanté peut traiter sa Fédération cavalièrement. Il n'est pas toujours agréable par contre de servir sous un secrétaire fédéral atteint de volonté de puissance. Un bureau, un téléphone, un brin de pouvoir peuvent transformer un militant modeste en tyranneau local. Il est certain que le mode de sélection des permanents constitue un garde-fou contre le carriérisme et qu'il permet le plus souvent de dégager des personnalités fortes qui ont fait leurs preuves dans l'action plus que dans le discours. Mais ces critères n'éliminent pas la tendance au suivisme renforcée encore par le statut des permanents : ce sont des fonctionnaires dépendant de la section des cadres, et ils sont là pour appliquer la ligne. Leur promotion éventuelle dépend tout entière de l'échelon supérieur. Je connais un comité de section qui, à l'unanimité, a émis le vœu que le candidat du parti pour les Législatives de 1978 ne soit pas le député sortant. Ces militants locaux avaient de bonnes raisons pour cela.

Mais leur vœu n'a pas prévalu contre la décision prise plus haut. D'où le fait qu'un désaccord avec la ligne du parti met le permanent dans une situation intenable.

Tel qu'il fonctionne actuellement le P.C.F. est un parti où les militants de base comptent peu et où les cadres, en dehors de l'instance close à laquelle ils appartiennent (Comité de section, Comité fédéral, Comité Central) et où ils ont la possibilité théorique de défendre leur propre point de vue, ont à charge de défendre la ligne décidée par la direction. Cela se traduit par le fait que, pour un militant moyen, parler avec un membre du Comité Central, peut être parfaitement décourageant. On n'en obtient qu'une écoute clinique (où en est-il celui-là ?) et une parole pédagogique. L'impression d'avoir en face de soi une fonction incarnée et non un individu qui réfléchit. A partir d'un certain âge (et même avant) cela peut devenir insupportable. ■

* Nous publions cette semaine quelques extraits significatifs de cet ouvrage, à paraître prochainement chez Christian Bourgois.
NDLR : les intertitres sont de la rédaction.



R. Leroy, G. Marchais, C. Fiterman :
le sommet de la pyramide.

fonctionne comme une commission de travail. La discussion politique y est formelle. On l'expédie à la hâte avant d'en passer « aux tâches ». De plus la cellule isole les *entreprises* et les *locales*. Les échanges d'idées et d'expériences ne peuvent se faire qu'au niveau de l'organisme dirigeant. [...]

Organe efficace d'action, la cellule n'est plus le lieu de formation politique qui convient dans une période qui exige un niveau élevé. Elle ne peut par conséquent être le lieu où les adhérents participent à l'élaboration de la politique du parti. L'assemblée générale de section, réunie avec une périodicité fixée, pourrait donner de l'air au débat et enrichir par là même le contenu politique des réunions de cellule. En Italie le plus souvent les assemblées de section sont ouvertes aux non-communistes, ce qui n'entraîne pas pour les adhérents la nécessité de faire bloc si se présente un contradicteur ou un adversaire. Le Parti communiste d'Espagne proposera à son prochain congrès de nouveaux statuts

longtemps été assouplie. Les comités de sections comptent de plus en plus de membres qui ne se sentent pas absolument tenus de défendre la ligne officielle devant leur cellule ou celle qu'ils ont à charge de suivre. Selon les fédérations, la démocratie a plus ou moins gagné du terrain. Elle en a gagné partout si l'on juge sur le long temps (je dis *long* parce qu'il me paraît tel, disons dix ans). C'est-à-dire que l'on discute davantage et plus librement. Quant à l'élaboration de la ligne politique elle reste l'apanage d'un groupe dirigeant dont les limites exactes sont mystérieuses.

La cooptation est la règle pour le renouvellement des organismes dirigeants dès le niveau du comité de section. Elle s'applique en toute rigueur pour les comités fédéraux. Quant au Comité Central personne n'y accède sinon sur proposition du Bureau Politique. L'appareil est ainsi bien tenu en main. Les délégués aux conférences fédérales comme aux congrès nationaux étant désignés de la même ma-

Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. : Priorité aux luttes sociales

" Il faut revenir à une conception de l'union des forces populaires qui soit d'abord une union d'actions convergentes sur le terrain "



T.S. : La C.F.D.T. a engagé avec la C.G.T. une polémique dont vous souhaitez qu'elle aboutisse à un débat de fond. Qu'en attendez-vous ?

EDMOND MAIRE : Nous croyons indispensable que les forces populaires, et d'abord les organisations syndicales, fassent chacune pour ce qui la concerne son analyse critique de l'action passée et participe à un débat en commun sur les insuffisances qu'ont révélées les dernières élections, comme sur les moyens de les surmonter. Nous ne croyons pas que ce type de débat puisse se situer en permanence au seul plan national par un échange d'arguments frappants entre les responsables confédéraux ou les responsables de partis. Les travailleurs ont mal supporté les six mois qui ont précédé les élections et le type de débat centralisé, je dirais même « *vedettisé* », qui a eu lieu à cette occasion. Ils ne se sentaient pas les protagonistes du débat.

Cela dit, il n'était pas possible que nous ne ne disions rien. Notre responsabilité de direction de la C.F.D.T. conduisait à exprimer notre analyse franchement. Devant le refus premier de la C.G.T. de critiquer, en quoi que ce soit, la période passée, nous avons bien indiqué que nous n'acceptons pas ce genre de facilité.

Mais autant trois semaines de débat public national étaient indispensables, autant il est aussi nécessaire que les formes du débat changent; deviennent plus positives et s'inscrivent dans l'action, pas seulement dans le discours.

Pour ma part, je crois que notre conseil national de fin avril ayant bien tiré les leçons des élections, il ne sera plus nécessaire de poursuivre ce genre de polémique dans les formes précédentes.

Des observateurs ont pensé que la

comme d'ailleurs, au plan politique, entre les socialistes et les communistes.

Pour des formes renouvelées de l'unité d'action

Le problème révélé par ces dernières élections est celui des formes de l'union et de son contenu. Nous n'avons pas eu, aujourd'hui, à la C.F.D.T., une réflexion large sur les problèmes spécifiques au plan politique, sur une nécessaire conception renouvelée de l'Union de la gauche; mais nous avons par contre une vision assez précise des formes renouvelées de l'unité d'action C.F.D.T.-C.G.T.

TS : Il semble que vous mettiez essentiellement en cause à la fois la trop grande politisation de la C.G.T., mais aussi certains aspects de votre stratégie depuis 1974. Quelles leçons en tirez-vous pour le futur ?

E.M. : Notre autocritique porte sur le fait que notre action a été déportée sous une double influence : d'une part l'intransigeance gouvernementale et patronale qui a fait refluer le mouvement syndical sur la dénonciation de cette intransigeance et de la politique suivie, et pas suffisamment sur la mise en cause concrète, pratique, de cette intransigeance par les luttes; d'autre part la poussée des forces du Programme commun présentant un bon vote comme la condition quasi unique permettant et la satisfaction des revendications, et le changement général du rapport des forces rendant tout possible.

Du même coup, l'orientation de fond de la C.F.D.T. selon laquelle les luttes sociales sont le moteur de tout changement, de toutes les transformations, économiques et sociales, mais

Propos recueillis par Yves SPARFEL

vigueur de la polémique avec la C.G.T. pouvait peut-être s'interpréter comme une volonté de renverser nos alliances... C'est vraiment mal nous connaître et négliger l'acquis unitaire de ces dernières années. Celui-ci permet, quand cela est indispensable, d'avoir ce type de critiques publiques, qui, loin de nuire à l'union, permettent, à terme, de lui donner une nouvelle dynamique et une nouvelle dimension. Il demeure qu'il n'y a pas de rapport de forces suffisant, tant sur les revendications immédiates que pour préparer des changements profonds, sans unité d'action entre la C.F.D.T. et la C.G.T.,

aussi politiques, a été peu traduite dans les faits.

Certes, nous avons eu prise sur les événements par notre plate-forme, par nos propositions lors de la critique de la réactualisation du Programme commun et par notre document sur la planification et les nationalisations. Mais l'écho suscité par nos positions est resté surtout un écho de sympathie, unitaire; nous n'avons pas réussi à embrayer une action massive sur ces perspectives.

Le piège du patronat et de l'Etat employeur

Les formes d'action que nous avons menées sont tombées dans le piège que nous tendaient le patronat et l'Etat employeur en bloquant toute négociation tandis que le C.N.P.F. se transformait en officine politique pour préparer les élections. Le mouvement syndical, du coup, en est venu à une attitude privilégiant le changement électoral par rapport à l'action collective. Lorsque des actions s'engageaient dans l'entreprise, des propositions rapides de toutes les coordonnées étaient faites par le biais de journées nationales.

Ces journées se caractérisaient essentiellement par une dénonciation globale de la politique du pouvoir et réussissaient plus dans les manifestations extérieures à l'entreprise que par la participation aux grèves. La résonnance politique de ces actions fut importante, mais sans que la dynamique syndicale ne se développe réellement, en particulier dans les branches. De ce point de vue, les chambres patronales n'ont pas été affrontées à des poussées très fortes.

T.S. : Vous insistez dans vos revendications sur le retour au qualitatif. Qu'est-ce que ça signifiera concrètement dans les formes de lutte et les rapports de force à créer contre la poursuite de la restructuration capitaliste ?



E.M. : Je n'ai jamais utilisé la formule « retour au qualitatif ». Mais il est vrai que nous avons beaucoup parlé ces dernières semaines d'action sur la qualité du travail et la qualité de la vie. Il n'y a pas cependant d'opposition entre le qualitatif et le quantitatif. Remarquons, par exemple, que la qualité de la vie passe par l'augmentation du pouvoir d'achat du S.M.I.C.

Un élément essentiel : les conditions de travail

Les revendications de ces dernières années se résument, pour l'essentiel, à la défense du pouvoir d'achat, certes avec une priorité pour les bas salaires, et à l'augmentation du nombre d'emplois. Eléments importants de la bataille contre la restructuration patronale, ils ne doivent pas nous faire oublier d'autres éléments essentiels, pour lesquels les possibilités de mobilisation sont au moins aussi grandes : en particulier tout ce qui concerne les conditions de travail.

Lutter aujourd'hui pour la qualité du travail, c'est lutter pas à pas, jour après jour, contre la déqualification du travail, par exemple dans le secteur tertiaire; contre la parcellisation, contre le travail posté ou en équipes.

Lutter contre la restructuration patronale, c'est lutter pour imposer des équipements collectifs, alors que les impératifs industriels du pouvoir conduisent à les négliger totalement. Autrement dit, il y a là un levier d'action fondamental qui existe et qui correspond aux aspirations populaires, à la qualité du travail et de la vie. Celles-ci n'ont pas été vraiment prises en charge dans le P.C.G. Le thème général « changer la vie » n'était pas pris en charge quotidiennement.

Nous croyons qu'il est possible, y compris dans la situation présente, d'imposer des éléments de restructuration différents de ceux qui découlent de la logique capitaliste. On appréhende mieux ces éléments lorsque l'on parle tout autant de la qualité des produits fabriqués, des emplois que de leur quantité. C'est un moyen de mobilisation supplémentaire, mais aussi de ne pas enfermer l'action syndicale dans la simple répétition de slogans nationaux.

Par exemple, face à la restructuration, nous avons su rendre significatifs les conflits longs sur l'emploi, mais nous n'avons pu sortir de ce point d'attaque précis. Notre objectif doit être d'exercer une pression quotidienne sur l'emploi avec des millions de travailleurs et pas seulement dans les entreprises liquidées. Il nous faut nous attaquer pas seulement aux licenciements, mais aussi au chômage, en agissant pour la création d'emplois dans les entreprises les plus productives. Il faudra aussi nous mobiliser dans le secteur public, même si celui-ci a progressé sur les problèmes d'emploi. Il faudra surmonter la coupure entre le personnel statutaire et la masse des vacataires.

Ranimer l'espérance par des perspectives concrètes

T.S. : Mais que ferez-vous dans les branches qui comme le textile, la machine-outil, la sidérurgie, sont en voie de liquidation ? Quelle riposte globale ?



E.M. : Là encore, les objectifs de la mobilisation ne doivent pas s'enfermer dans le simple refus. L'attitude de propositions de relance, d'axes de développement industriel locaux et régionaux, doit être mise en avant par le mouvement syndical et politique de gauche. Il faudra faire des contre-propositions sans avoir l'esprit englué par les risques selon lesquels une contre-proposition acceptée par le pouvoir créerait des responsabilités dangereuses à assumer. Nous avons toujours une part de responsabilité de ce qui se fait dans un pays. Aujourd'hui, nous devons ranimer l'espérance par des perspectives concrètes.

Cela passe par des solutions élaborées collectivement. Sans tomber dans le contre-plan. Ce n'est pas notre rôle. Mais nous devons avoir des réponses car des reconversions apparaissent nécessaires dans notre pays. Si nous n'imposons pas ces reconversions, le pouvoir et le patronat sauront, eux, nous programmer la liquidation de pans entiers de l'industrie et l'aggravation du chômage. Cela rejoint notre réflexion sur un autre type de développement et une autre politique industrielle.

T.S. : Finalement, vous remettez à l'ordre du jour un de vos slogans fondamentaux : « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui » !..



E.M. : Tout à fait. Mais ce n'est pas une stratégie nouvelle, même si on peut dire qu'elle n'a pas suffisamment été mise en évidence dans les faits, dans la dernière période.

T.S. : Vous semblez donc tirer de la période précédente qu'une certaine manière de faire de la politique et du syndicalisme est à remettre en cause ?

capacité à changer les choses. L'histoire a montré en même temps que la politique du pire, la misère, si elle est parfois un facteur de révolte, n'est pas un facteur de révolution.

Mais les succès que nous voulons doivent avoir un sens émancipateur. Nous disons bien : nous cherchons des résultats significatifs. Si nous nous battons pour des primes contribuant à masquer la réalité des conditions de travail, nous irions dans le sens du maintien des divisions et de l'aliénation. Par contre, si les acquis de certaines négociations accentuent les chances d'intervention des travailleurs sur leurs conditions de travail pour les modifier, ils ont une portée différente.

T.S. : Ça exige un niveau de conscience « contestataire » assez élevé, car la limite entre ce qui est bon à prendre et ce qui est significatif est celle qui situe bien les risques d'intégration...



E.M. : C'est pourquoi nous refusons de cautionner par une signature syndicale ce qui est une décision unilatérale du patronat ou du gouvernement. La politique de F.O., de ce point de vue, est inacceptable. Elle n'est même pas réformatrice. Elle cautionne syndicalement des mesures nécessaires au patronat lui-même. Alors que nous voulons faire progresser des aspirations de fond.

Prendre en compte les aspirations des femmes

Ainsi comment faire pour que la révolte croissante chez les jeunes, chez les femmes, débouche sur un engagement dans une action collective de transformation ? Cela suppose des organisations du mouvement ouvrier qui répondent réellement aux aspirations à la base de cette révolte. A cet égard, dans la C.F.D.T., l'égalité des femmes pour l'accession aux responsabilités est insuffisante. Nous voulons modifier cela. Tant que nos organisations ne font pas toute leur place aux femmes, il est inévitable qu'apparaissent des mouvements de révolte non intégrables, car ils fleurissent en partie sur nos insuffisances. La prise en compte des aspirations des femmes par le mouvement syndical est un problème majeur dans les années à venir.

T.S. : Vous mettez l'accent sur l'action quotidienne. Comment y adaptez-vous votre fonctionnement, vos structures et les formes de lutte ?



E.M. : Adapter nos structures est un grand mot, car il ne me semble pas qu'elles soient en cause. Par contre, notre fonctionnement peut être modifié. Notre objectif principal de ce point de vue demeure l'action articulée. Présenter le recentrage actuel de la C.F.D.T. comme le passage du global au local est une erreur. La critique que nous faisons de l'action passée vise une fausse conception de la coordination où, par moments, le mouvement syndical donnait l'impression que tout pouvait être résolu dans les luttes d'entreprises et, à d'autres moments, que l'action globale apporterait toutes les solutions. C'est évidemment une double erreur.

L'action articulée consiste à faire partir toute l'action de l'entreprise et à développer des rapports de force spécifiques face aux différents points d'application. Cela veut dire qu'il y a des conflits qu'on ne peut régler que dans l'atelier ou le service, pas ailleurs ; d'autres, dans l'établissement ou l'entreprise ; d'autres, au plan des branches ou secteurs professionnels et, enfin, certains au niveau national d'ensemble.

De nouveaux lieux d'intervention

T.S. : Mais il faudra trouver des interlocuteurs pour ces contre-propositions...

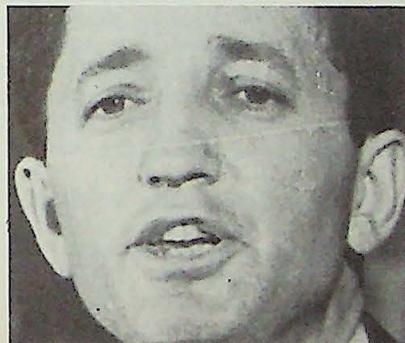


E.M. : Nous souhaitons effectivement de nouveaux lieux d'intervention. Par exemple, la possibilité pour les fédérations syndicales d'être informées et d'intervenir sur la politique industrielle, sur les projets, sur les investissements,

sur l'avenir des branches. Nous ne nous faisons pas d'illusions exagérées sur l'efficacité de ces interventions. Mais nous savons que la connaissance des projets est un moyen important pour pouvoir les faire modifier en organisant une pression au bon moment et au bon endroit.

De nouveaux lieux d'intervention doivent également être trouvés au plan territorial. Notre action doit dès maintenant s'attaquer à l'impérialisme industriel sur la vie locale. Il faut donc, à partir de nos unions locales, en lien avec les comités d'entreprise, organiser les interventions auprès des municipalités, des préfets, des conseils régionaux et rechercher, là aussi, des lieux de négociations. L'action qui se mène en Italie démontre qu'une pression collective est possible sur le type d'investissement, avec des résultats. Cette recherche d'une offensive, d'une dynamique pour la qualité de l'emploi qui pose les problèmes de fond, y compris ceux du contrôle des postes de travail, des investissements, constitue d'ailleurs progressivement un axe commun à tout le mouvement syndical d'Europe occidentale.

T.S. : Le retour à l'action de base que vous préconisez ne fera-t-il pas apparaître toutes les contradictions, les traditions et même les « cultures » qui traversent le mouvement ouvrier ?



E.M. : On ne construit pas une bonne union sans avoir une vue claire sur ses composantes et leurs spécificités. Non pas pour s'y enfermer, mais pour ne pas rendre le réel confus. Pour moi, il y a plusieurs cultures dans le mouvement ouvrier, au moins deux : celle de la vision du changement qui vient d'en haut, et celle de la vision du changement qui vient d'en bas. Ce débat a traversé le mouvement syndical dès son origine, en particulier celui entre les courants libertaires et ceux qui accordaient la priorité aux changements de l'appareil d'Etat.

Ces comportements se sont modifiés, enrichis. Mais ils restent très présents dans les différences d'adhésion à un syndicat, un parti ou un autre et dans les modes d'actions des uns et des autres. Nier ces différences sous prétexte d'union, ce serait tordre la réalité et affaiblir la dynamique du débat et de la mobilisation. L'avenir de l'union devra en tenir compte. ■

Michel Warcholak, secrétaire de la C.G.T. : Le réalisme n'exclut aucun débat

" Nous avons des objectifs clairs... Cela ne signifie pas que nous renoncions à tout nouvel examen, à des apports nouveaux "



T.S. : La droite a réussi à l'emporter. La C.F.D.T. vous accuse d'avoir, avec le P.C.F., contribué à la défaite de la gauche. Comment analysez-vous la situation nouvelle et que répondez-vous à la C.F.D.T. ?

Michel WARCHOLAK : C'est un fait, la droite l'a emporté, mais de justesse, d'extrême justesse. Le résultat témoigne de la force, de la volonté de changement mais simultanément des obstacles demeurent pour lui donner un véritable contenu de classe et par conséquent un caractère réel et durable.

Un mois s'est écoulé et chacun constate que l'ensemble des problèmes qui se trouvaient posés avant l'échéance électorale demeurent.

De plus, comme un certain nombre d'entre eux ont été en quelque sorte reportés, retenus, en raison de la consultation électorale, on peut considérer que la situation va se trouver aggravée dans des domaines essentiels : l'emploi, le pouvoir d'achat et les conditions de travail.

L'action de la C.G.T. et ses initiatives tiendront compte de ces réalités.

Ne pas en rajouter

Pour ce qui concerne les accusations de la C.F.D.T. à notre égard, elles ne peuvent nous laisser indifférents. Nous avons déjà observé, depuis plusieurs mois, qu'elle se livre à notre égard à une succession d'agressions.

Nous ne suivrons pas la C.F.D.T. sur ce terrain. Cela ne veut pas dire que nous puissions accepter, sans réagir vivement, ce que nous considérons comme une volonté délibérée d'aigrir nos relations.

Cette attitude suscite une certaine inquiétude. La persistance du compor-

Propos recueillis
par Yves SPARFEL

tement de la C.F.D.T. nous semble relever d'une volonté de prendre ses distances avec l'unité d'action, en s'efforçant de justifier cette démarche aux yeux des travailleurs, des militants et adhérents de la C.F.D.T.

Ce ne sera pas facile car les adhérents et les militants de la C.F.D.T. ne sont certainement pas prêts à renoncer à l'unité d'action avec la C.G.T. Nous avons tant de revendications à défendre en commun...

T.S. : Sur le contenu des critiques, sur le fond que répondez-vous ?

M.W. : Il ne semble pas, jusqu'à présent, que la C.F.D.T. nourrisse essentiellement la volonté d'avoir un vrai débat avec la C.G.T. Si tel est le cas, nous y sommes tout disposés. Nous l'avons proposé depuis des mois. Encore faut-il qu'il se déroule dans des conditions normales de rapport entre organisations responsables.

Il faut donc savoir que nous ne nous laisserons pas impressionner... Quant au fond du problème, nous avons noté un point de vue sur les raisons pour lesquelles la gauche a échoué. Elles résultent de l'abandon par le M.R.G. et le P.S. d'un certain nombre d'objectifs fondamentaux dans le domaine économique et social entre autres.

Sur le plan politique, d'autres désaccords se sont exprimés entre les Partis de gauche au point qu'une situation de rupture s'est créée.

Dans cette situation, la C.G.T. s'est exprimée à partir de ses propres objectifs, de son propre programme, ce qui est une organisation syndicale indépendante dans l'étendue de ses responsabilités, dans la limite de ses prérogatives.

T.S. : Cela n'aurait-il pas été mieux compris si, comme la C.F.D.T., vous étiez moins engagés dans le soutien du Programme Commun ?

M.W. : Non ! Je crois même que c'est l'inverse qui aurait facilité le succès de la gauche. Nous avons soutenu le Programme Commun dès l'origine avant sa conclusion comme objectif politique important et, après, sur la base de son contenu et non pour des considérations électoralistes.

En fonction de notre propre programme, nous avons observé que le Programme Commun de Gouvernement comportait des objectifs reprenant les nôtres et plus généralement allant dans notre sens.

La C.F.D.T. n'a pas eu la même attitude, ce qui demeure son droit ; mais cela ne l'autorise pas à se placer, aujourd'hui, en donneur de leçon sur la meilleure manière pour la gauche de livrer et, si possible, de gagner une bataille.

On devrait s'interroger, ici ou là, sur la contribution qu'on a pu apporter à une certaine forme de suspicion à l'égard du Programme Commun de Gouvernement et finalement à la capacité de la Gauche à gouverner... Cela dit, la C.G.T. n'a jamais considéré le P.C.G. comme l'élément achevé de sa propre conception. Nous avons d'ailleurs souligné que notre attitude à l'égard du P.C.G. n'altérerait en aucun cas notre propre programme syndical.

T.S. : Vous avez dit : les problèmes demeurent. On parle beaucoup d'ouverture. Qu'en pensez-vous ?



M.W. : Nous avons dit avant les élections, que si la droite venait à l'emporter, les travailleurs devaient s'attendre à la poursuite et à l'aggravation de la politique du patronat et du gouvernement. Les déclarations de tout bord et de tout type sur l'ouverture, en passant par la décrispation, ne sont pas de nature à modifier notre opinion. Il est nécessaire de poursuivre l'action. Elle n'a pas connu de trêve. La C.G.T., d'ailleurs, n'a pas été de ceux qui ont appelé les travailleurs à observer une quelconque pause sociale, ni avant, ni durant les élections. Il y a actuellement des luttes qui continuent et d'autres qui se préparent.

La déclaration de politique générale faite par M. Barre à l'Assemblée Nationale le confirme clairement malgré son habillage social.

Coordonner à tous les niveaux

T.S. : Vous proposez à la C.F.D.T. de poursuivre l'unité d'action. Les cédétistes semblent vouloir lui donner un nouveau contenu puisqu'elle exclue par avance toute idée de journée nationale d'action. Comment y réagissez-vous ?

M.W. : L'unité d'action s'est toujours déroulée à la fois sur des objectifs communs et à tous les niveaux. Si la C.F.D.T. exclue les journées nationales d'action, nous, nous ne les excluons



pas. Remarquons d'ailleurs que la lettre de la C.F.D.T. fait état d'une éventualité que nous ne lui avons pas proposée.

Nous sommes pour le développement de l'action revendicative à tous les niveaux ; celui de l'entreprise en premier lieu. Ce n'est pas nouveau. Qui peut concevoir des actions coordonnées par branche, par département, par région et quand les conditions sont réunies, au niveau inter-professionnel, si elles ne reposent pas sur une intense activité revendicative dans les entreprises ?

Il n'y a pas de notre part de changement : c'est toujours ainsi que nous avons conçu la pratique de l'unité d'action et la conduite des luttes avec la C.F.D.T. Nous n'avons pas, pour ce qui nous concerne, de « révisions » à opérer sur cette question.

T.S. : Le rapport de Jacques Moreau devant le dernier conseil national de la C.F.D.T. remettait en cause les formes de l'unité d'action avec la C.G.T. Repoussé sur cet aspect, il semble cependant se réaffirmer dans la lettre d'Edmond Maire. Cela ne risque-t-il pas, si l'unité d'action se « disperse », d'isoler la C.G.T. ?



M.W. : Non, nous ne craignons pas l'isolement. On ne le risque pas lorsqu'on se bat sur la base des intérêts réels des travailleurs ! Mais il faut veiller aux expressions qu'on utilise. Si on suivait un raisonnement disant : il n'y a pas eu de négociations à cause des journées d'actions nationales, cela conduirait à rendre les organisations syndicales responsables de l'absence ou de l'insuffisance de résultats revendicatifs obtenus.

En réalité, si on se heurte, comme ce fut le cas durant ces dernières années, à un blocage total, cela ne peut

pas nous conduire à un comportement masochiste consistant à s'attribuer les responsabilités qui incombent aux gens d'en face.

Cela dit, qu'on s'interroge sur l'efficacité de l'action, sur la manière de la conduire, c'est légitime ! Mais cette analyse ne nous fait pas oublier l'adversaire. Il ne suffit pas de dire qu'il faut rechercher des résultats positifs — c'est notre raison d'être —, encore faut-il en apprécier la portée et le contenu réel. Dans ce domaine on peut réduire les revendications dans leur contenu ; allonger les délais de mise en œuvre pour donner une apparence de succès à des résultats très limités...

En réalité, si les luttes ont été et demeurent nécessaires au niveau national, c'est parce que nous nous sommes heurtés à une politique globale. Ce n'est pas un changement de comportement de l'organisation syndicale qui modifiera celui du patronat et du gouvernement. Dans le cas précis, ce serait au contraire lui rendre un grand service.

Pour toutes les organisations de la C.G.T., c'est le développement de l'action dans les entreprises sur des objectifs très concrets qui est à l'ordre du jour, sans exclure a priori les coordinations qui s'avèrent nécessaires.

A partir du moment où on décrète que l'action interprofessionnelle est inutile ou perverse, on peut trouver tous les arguments. Ce n'est pas notre méthode. Nous n'avons jamais dit que la journée nationale était le point d'aboutissement obligatoire en toutes circonstances. C'est un moyen parmi d'autres, d'une lutte d'ensemble.

Qui peut espérer que M. Barre, nouveau Premier ministre sera un M. Barre rénové ?

Il proclame qu'il entend poursuivre la politique qu'il avait déjà mis en œuvre. Les travailleurs savent donc d'avance qu'ils seront confrontés à un comportement global du pouvoir et du patronat.

Dans quelles conditions ? Nous le saurons très vite et les formes de l'action syndicale vont se préciser, en conséquence. Partout où nous pourrions obtenir des négociations, nous les aborderons avec la volonté d'aboutir et d'obtenir des résultats. Il appartiendra aux travailleurs d'en apprécier le niveau et le contenu. A la C.G.T., nous savons apprécier avec discernement les résultats des luttes et ce qu'ils représentent. Nous ne sommes pas déterminés à donner à des résultats partiels une valeur d'ensemble, pas d'avantage à négliger ce qui peut représenter un acquis.

La C.G.T. ne désespère pas

T.S. : Et le Programme Commun ?

M.W. : Il a été conclu entre les partis de gauche. C'est donc à eux qu'il appartient de se déterminer à cet égard.

Nous observons que diverses déclarations expriment qu'il est caduc. Nous aviserons. Mais quelle que soit l'évolution, la C.G.T. n'abandonnera pas sa bataille pour un véritable changement fondé sur l'union et des objectifs communs, car cela demeure indispensable. Telle reste notre orientation.

T.S. : Un certain attentisme, le blocage des négociations, le refus de discuter du patronat ont conduit les centrales ouvrières à connaître des difficultés. Dans une situation politique relativement favorable à la droite, la restructuration capitaliste se poursuivra. Comment y ferez-vous face ?



M.W. : Dans le cas des conflits de longue durée pour l'emploi, des travailleurs ont mené et mènent, depuis des mois, voire des années, une lutte difficile. Leur espoir d'une solution grâce à la victoire de la gauche était légitime. Tous ceux qui se battaient pour leur pouvoir d'achat, pour d'autres conditions de travail, contre la répression syndicale étaient animés d'un même sentiment.

Or, la droite demeure au pouvoir. L'action se poursuit. Dans quelles conditions ? Il appartient, dans chaque entreprise concernée, aux travailleurs de les évaluer. La C.G.T., pour sa part, les encourage à poursuivre et demeure à leurs côtés, pour faire connaître et soutenir leurs luttes, leurs propositions et solutions.

Le pouvoir n'a pas été battu sur le plan électoral, mais il est affaibli. Il dispose d'une marge plus limitée que dans la période antérieure. Les travailleurs n'ont donc aucune raison de se laisser aller à désespérer.

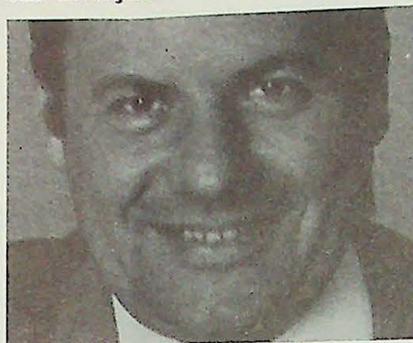
T.S. : Vous ne changerez donc pas de priorité dans votre stratégie ?

M.W. : La crise continue et s'aggrave, ses causes fondamentales demeurent. Les priorités que nous nous fixons ne résultent pas d'un choix abstrait, mais des réalités de cette situation.

40^e Congrès : nouveaux thèmes

Nous prendrons en compte les nouvelles données, mais elles n'appellent pas de modifications fondamentales de nos objectifs. C'est plutôt d'un enrichissement qu'il faut parler.

T.S. : Votre prochain congrès met à l'ordre du jour des thèmes qui sans être nouveaux doivent selon le rapport de G. Séguy, au cours du dernier C.C.N., « pousser plus loin » dans la réflexion de la C.G.T. Pouvez-vous nous les préciser et en quoi ils modifieraient l'avenir du mouvement syndical français ?



M.W. : Les thèmes qui seront à l'ordre du jour du 40^e Congrès seront précisés dans les prochaines semaines par la Commission Exécutive. Ils prendront en compte le travail conséquent de ces derniers mois, pour affiner les positions et les objectifs de la C.G.T.

Nous avons progressé sur des questions importantes : les nationalisations, la démocratisation de la gestion de l'économie, les salaires et classifications, les droits des travailleurs, les conditions et les moyens du changement, l'indépendance syndicale... Sur ces questions, nous poursuivrons et approfondirons notre débat.

Par exemple, sur les rapports entre démocratie et processus de travail. Nous entendons par là répondre à l'aspiration grandissante des travailleurs à la démocratie, leur volonté de ne plus être considérés comme de simples rouages de la production à tous les niveaux, de l'élaboration à la réalisation.

Tout mettre en débat

T.S. : En quoi cela modifiera-t-il les structures, le fonctionnement et l'action de la C.G.T. ?



M.W. : C'est précisément l'objet du débat qui va s'engager. Nous en reparlerons le moment venu si vous le souhaitez.

T.S. : Un autre thème « nouveau » sera examiné plus précisément : celui du cadre de vie...



M.W. : Oui, nous avons eu l'occasion de dire que si on appelle « écologistes » un certain nombre de gens qui s'intéressent au cadre de vie au sens large, à la nature, à l'environnement, aux conditions de vie, nous le sommes depuis longtemps. Mais nous devons plus que par le passé intégrer ces aspirations nouvelles.

Une organisation syndicale ne peut se limiter au seul cadre de l'action dans l'entreprise, bien qu'il demeure prioritaire, essentiel. Les problèmes de transport, de logement par exemple, plus généralement du cadre de vie, relèvent aussi de notre compétence.

T.S. : Par rapport aux problèmes de la hiérarchie, y aura-t-il une position particulière ?



M.W. : Quand on aborde une période de débat comme celle du 40^e Congrès Confédéral, nous ne nous interdisons aucune adaptation, aucune modification. Cette question, comme tant d'autres, sera soumise au débat. Si celui-ci fait apparaître la nécessité d'apporter des ajustements, nous le ferons.

Nous avons des objectifs clairs, une conception de la conduite des luttes syndicales qui a fait ses preuves, une orientation sur le changement nécessaire et ses conditions. Mais cela ne signifie pas que nous renoncions à tout nouvel examen, à des apports nouveaux. La C.G.T. ne vit pas dans une sorte de nébuleuse, mais en prise directe avec les problèmes concrets des travailleurs ; elle se nourrit des transformations nécessaires. Nous n'allons pas vers le 40^e Congrès pour seulement faire ratifier notre activité mais bien pour tout mettre en débat et en discussion, avec l'objectif d'adopter une orientation qui réponde bien à la situation.

Tchad :

La légion dans les palmeraies

Sous couvert de raison d'Etat, de protection d'un pays ami (et féal), de sauvegarde d'intérêts français installés à l'étranger, l'Elysée et le quai d'Orsay ont choisi de mentir, une nouvelle fois.

Ça vous a comme un goût de « venez-y », cette expédition de nuit, depuis Orange, d'une partie du 1^{er} régiment étranger d'Orange vers les théâtres d'opérations du Tchad. Un coin qu'on connaît bien dans les états-majors français : Paris avait déjà eu à traiter les Toubous et autres peuplades sahariennes, du temps de la colonisation ; puis, un corps expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes avait déjà été envoyé au Tchad en 1968, pour sauver le régime de l'ancien président Tombalbaye et tenter de liquider les armées du Front de libération nationale du Tchad (FRO.LI.NAT). L'histoire bégaie : deux cents morts qui n'ont pas servi à grand chose, puisqu'on recommence, pour sauver cette fois le général Malloum. Et que la Légion, éternel rassemblement de casseurs professionnels, corps de mercenaires qui aura plus déshonoré la France qu'elle ne l'aura servi, s'apprête à incendier à nouveau les palmeraies du désert, pour priver les populations et les guerilleros du peu d'eau qui leur reste.

Le choc de Faya-Largeau

Loin de disparaître, le mouvement nationaliste tchadien n'a cessé de renaître de ses cendres et de ses divisions. Longtemps isolé ou peu soutenu, il bénéficie aujourd'hui de l'assistance logistique de la Lybie, décidée à favoriser des solutions « africaines » aux conflits locaux, plutôt que de laisser s'installer les armées étrangères. Longtemps morcelé, il refait peu à peu son unité, malgré les incroyables difficultés qu'il y a à circuler et communiquer dans ces immensités désertiques, par dessus les castes, les tribus, les classes. Et plus que jamais, ce mouvement s'en tient à une ligne anti-impérialiste qui est un défi permanent au néo-colonialisme à la française.

Le FRO.LI.NAT, depuis la « parenthèse toubou » et l'affaire Claustre, a volé de succès en succès. La prise de Faya-Largeau, le 17 février dernier, a

entièrement « retourné » le rapport des forces : la capitale provinciale du nord est tombée avec une garnison qui représentait près de la moitié des effectifs de l'armée régulière tchadienne. Et le Front aurait fait près de 2 000 prisonniers, en même temps qu'il abattait plusieurs appareils pilotés par des militaires français. Alors, les Français du Tchad ont repris sé-

La légion sur le pied de guerre : sauver les meubles du général Malloum.



rieusement peur ; et le gouvernement de N'djamena (la capitale tchadienne) s'est résolu à négocier, allant jusqu'à reconnaître, dans un accord très officiel signé le 27 mars à Benghazi (Lybie), un mouvement en qui il affectait de ne voir jusque-là que des « bandes de voleurs de bétail ».

Le général Malloum a faibli ; il n'a pas rompu : accepter le départ des troupes françaises et la fermeture de leurs bases — comme l'exigeait le FRO.LI.NAT en échange de sa volonté de coopération — c'était signer son propre arrêt de mort. Alors il a choisi de ne pas respecter cet accord qui prévoyait un « gel » des positions militaires, et l'ouverture de pourparlers sur le futur gouvernement national tchadien. Et il a fait valoir à Paris

que cette progression fulgurante du FRO.LI.NAT menaçait à nouveau son existence, en même temps qu'elle risquait de compromettre définitivement les plans français pour toute cette région de l'Afrique.

Mal lui en a pris : le FRO.LI.NAT vient de répliquer, prenant d'assaut la garnison de Salal, et tuant au passage deux instructeurs militaires français. C'est sans doute ce qui a décidé le président Giscard d'Estaing à renvoyer au Tchad un corps expéditionnaire destiné à mener des opérations de manière autonome, au devant de l'armée tchadienne.

L'aubaine

Paris a pris un risque : c'est un nouvel engrenage, un guépier, un sac de nœuds. L'ensemble de la presse française, droite incluse, s'en est d'ailleurs inquiété. Mais l'Elysée a pris soin d'avoir la bénédiction formelle

du chef de l'Etat gabonais, Omar Bongo, qui se trouve être actuellement président en exercice de l'Organisation de l'Unité africaine. Une aubaine ! Et puis, Giscard a les mains libres, comme on dit : les élections passées sans que la « politique africaine » de l'Elysée ait été le moins du monde discutée ; la priorité donnée aux problèmes sociaux dans une France qui veut avant tout sortir de l'hiver, partir en vacances et oublier tout ; une opposition molle et travaillée par ses propres forces centrifuges... c'est du gâteau.

Tant pis si, une nouvelle fois, la France apparaît comme la seule puissance à jouer de ses « forces d'intervention » sur les fronts extérieurs, au risque d'apparaître comme le dernier

grand Etat néo-colonial. Paris se tait sur les contours précis de son engagement, faisant mine d'être installé dans la routine ; Paris relancera, par le biais des radio-télévisions bien policées, l'ineffable slogan de l'« Afrique aux Africains », qui a un si bon retentissement chez les « modérés » d'Afrique de l'ouest ; Paris invoquera les interventions soviéto-cubaines, pour protester de son bon droit. Chacun ses amis, n'est-ce pas...

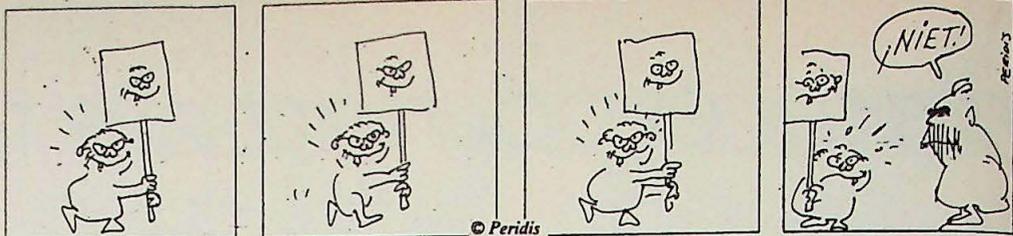
Et puis, la palette des nuances est immense : « Nous n'intervenons pas, Monsieur, nous assistons... Ces militaires français que vous avez vus là-bas servent en fait sous uniforme tchadien... Vous ne voulez quand même pas que nous abandonnions nos ressortissants... Nos soldats sont des techniciens qui initient les Tchadiens au maniement des armes françaises dont nous leur avons subventionné la vente », etc. Une fois l'affaire engagée, il n'y a plus qu'à laisser aller : toute menace accrue sur les contingents précédents implique l'envoi de renforts chargés de les protéger, et ainsi de suite.

Les crânes tondu

Cette politique interventionniste dans laquelle le gouvernement français s'est engagé avec le prêt des « Transall » aux armées marocaine et zaïroise, en avril 1977, et avec l'envoi des « Jaguar » en Mauritanie et au Sahara, en novembre dernier, est évidemment insoutenable. La gauche dans son ensemble n'a pas manqué de la dénoncer, avec les faibles moyens dont elle dispose. Mais elle n'a pas eu le pouvoir de l'enrayer. Ces condamnations auraient d'ailleurs plus de force si les socialistes s'y associaient avec plus de vigueur. Mais le secrétariat international du PS se contente le plus souvent de s'étonner, ou de demander des éclaircissements, au lieu de manifester clairement son hostilité à la conception giscardienne — très extensive — de la « sécurité » de la France sur le continent africain.

Dans ces conditions, l'Elysée et le Quai peuvent brouiller les cartes à loisir, comme ils l'avaient fait lors de l'engagement de l'armée française au Sahara. Simplement, d'un jour à l'autre, la France se retrouve partie prenante dans une guerre qui la dépasse, où elle tient le rôle du « méchant », soutenant un régime branlant et contesté par les siens, protégeant ses propres intérêts économiques et stratégiques bien plus qu'on ne sait quelle « sécurité » africaine. Ça fait du travail pour les p'tits gars au crâne tondu de la Légion ou des régiments paras, qui perpétuent les bonnes traditions de la « colo ». En 1978 !

Philippe MARIÉLIE ■



Dessin de Peridis, El País, 23 avril 1978.

Espagne :

Requiem pour le léninisme

Au 9^e congrès du P.C.E., "l'aggiornamento" proposé par Santiago Carrillo a largement triomphé.

De notre correspondante à Madrid, Vitoria MARQUEZ.

Ils étaient 20.000, dimanche 23 avril, dans la « plaza de toros » de Vista Alegre, à Madrid, qui aux cris de : « C'est ainsi qu'on voit la force du P.C. » mettaient un point final aux débats passionnés qui avaient marqué le 9^e Congrès du Parti communiste d'Espagne. Un congrès qui, comme on pouvait s'y attendre (voir T.S. n° 782), a très largement consacré le triomphe de « la ligne carrilliste ».

La veille de la clôture définitive du congrès, quelqu'un que les Espagnols connaissent bien, le dessinateur Peridis, résumait à sa manière dans le quotidien *El país*, les travaux auxquels avaient participé plus d'un millier de délégués venus de toutes les provinces d'Espagne. Tandis que Lénine, placé sur un piédestal, la tête entouré du nimbe céleste, déclare : « Avant que le coq chante vous m'avez renié trois fois », Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., agenouillé, lui répond : « Un seul scrutin y aura suffi ». De toute évidence la réponse prêtée au vieux dirigeant du P.C.E. est à la mesure de sa satisfaction à l'issue de plusieurs jours de débats. C'est en effet par 968 voix pour (76,7 %), 248 contre (19,6 %) et 40 abstentions (3,1 %) que le congrès a consacré le caractère eurocommuniste du P.C.E. Désormais, le parti de Dolores Ibaruri, « la pasionaria », n'est plus « léniniste », mais « démocratique et révolutionnaire ».

Du coup, l'eurocommunisme, qui n'était jusqu'ici qu'un néologisme commode, se voit confirmé officiellement.

C'est ce que S. Carrillo lui-même déclarait à la tribune : « Ce 9^e congrès est la preuve que l'eurocommunisme existe ».

Ce n'est pourtant pas sans mal que

les dirigeants espagnols ont réussi à convaincre la majorité des délégués du bien-fondé de l'abandon du « léninisme ». Simon Sanchez Monter, véritable n° 2 du P.C.E., a même rendu un « vibrant hommage révolutionnaire » au chef de la révolution d'octobre. Mais c'est aussi en citant Lénine qu'il a proposé aux congressistes de troquer « la chemise sale (celle du léninisme) pour la chemise propre » du label « révolutionnaire et démocratique ».

Ce n'est d'ailleurs pas le seul aspect de la fameuse « thèse quinze » qui ait été l'objet d'amendements de la part des congressistes. Les rapports entre le Parti communiste d'Espagne et le P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol), évoqués de manière insuffisamment claire par le texte proposé par le comité central ont été longuement débattus. La discussion sur ce point a rallié la majorité du congrès. Elle est significative d'une tendance qui s'est fait jour au sein de la formation communiste espagnole en faveur d'un rapprochement avec le parti que dirige Felipe Gonzalez. Le texte final adopté précise que le Parti communiste, quant à lui, « fera tout ce qui est en son pouvoir pour rechercher la plus grande collaboration avec le P.S.O.E. ainsi qu'avec les autres formations socialistes, tant pour la consolidation et le développement de la démocratie que pour la conquête des idéaux du socialisme dans la liberté ». Un délégué de la région de Madrid a même formulé le vœu que tout soit fait pour parvenir, le plus tôt possible, à une alliance avec le Parti socialiste espagnol.

Mais « l'aspect le plus positif du congrès, nous confiait un jeune délégué, a résidé dans la façon dont la base a mené la vie dure aux tendances autoritaires de la direction du parti ». Entendez par là : à la façon quelque peu gaullienne de Carrillo et de ses adjoints immédiats de décider de la ligne du Parti. D'où le réflexe manifesté au cours des travaux de minimiser le pacte de la Moncloa, taxé par certains d'accord à court terme.

Quant à l'élection des membres du nouveau comité central à laquelle on a procédé le dernier jour, à huis-clos et durant cinq heures, on ne peut pas dire qu'elle ait laissé place au suspense. Le seul fait notable — en tout cas celui qui ait été relevé par la presse espagnole — c'est l'entrée dans le bureau politique nouvellement élu de trois dirigeants syndicalistes des Commissions ouvrières : Nicolas Sartorius, Julian Ariza et Eduardo Sabrido.

V.M. ■



Lisbonne : 25 avril 1974.

Portugal : Reverrons-nous le temps des œillets ?

25 avril 1974 - 25 avril 1978 : quatre ans après la " Révolution des œillets ", le Portugal n'est plus ce qu'il était.

Lisbonne, en avril, sous le soleil du printemps, est belle. De quelque côté qu'il l'aborde, du bord du Tage ou des hauteurs — relatives — du « *bairro alto* » et de ses petites rues, le promeneur ne peut qu'y ressentir la joie de vivre. Surtout s'il se souvient qu'il y a quatre ans, sous le même soleil, au même endroit, le peuple portugais a redécouvert le plaisir enivrant de la liberté retrouvée.

Et puis un œil, distrait, sur les grandes affiches des cinémas où le porno règne. Un autre sur les kiosques où s'étalent de nombreuses revues très « spécialisées »... et où l'on vend au rabais des livres usagés de Marx ou des marxistes-léninistes portugais en 1975...

Enfin une information sur le programme des vacances d'été : l'Algarve, au sud, annonce complet pour juillet et août... Voilà qui amène à une première conclusion sur les préoccupations dominantes des Portugais aujourd'hui.

Mais, en réalité, la politique et le privé ne paraissent pas faire trop mauvais ménage. Car tout cela n'empêche pas la discussion des problèmes politiques : les journaux de gauche, souvent d'assez bonne qualité, se vendent encore bien. Au même moment, à Porto, des dizaines de milliers de personnes, avec une majorité de femmes, manifestent contre la vie chère ; des milliers d'autres, à Lisbonne, à

l'appel des organisations de femmes proches du Parti communiste en font autant : il est vrai que les prix alimentaires ont augmenté, en un an, d'environ 30 à 40 %, le métro de 50 %. Quelques exemples parmi d'autres...

Le beau monde

Cette avant-dernière semaine d'avril — celle qui précède la commémoration du 25 avril et du 1^{er} mai — est marquée au moins par deux événements significatifs. D'abord le conseil national du Parti social démocrate — qui, comme son nom l'indique (mais insuffisamment...) est à droite — s'est réuni au... Sheraton pour décider de l'avenir de son chef historique Sa Carneiro : il veut transformer son parti en force rassemblant la petite et moyenne bourgeoisie atteinte par la crise dans la perspective d'un régime autoritaire, fascinant et anticonstitutionnel.

L'autre événement, c'est l'agression physique dont a été victime un ministre socialiste, Almeida Santos, en voyage officiel aux îles Açores, de la part de membres du Front de libération des Açores (FLA) qui (comme son nom ne l'indique pas) est un groupement séparatiste d'extrême droite.

Il n'est pas besoin d'être un observateur très perspicace pour comprendre que les forces réactionnaires s'ébrouent joyeusement dans le Portugal d'aujourd'hui.

Et ce n'est pas tout : le CDS, l'autre parti de la droite, qui — merci M. Soarès ! — fait partie avec le PS du gouvernement, en vient à mettre en cause la composition de celui-ci : en particulier le ministre de l'Agriculture serait coupable d'une application trop « douce » de la loi Barreto qui remettait en cause la réforme agraire. Les crocs-en-jambe s'annoncent nombreux dans la coalition gouvernementale...

Pendant ce temps, les « *hommes sans visage* » du FMI — mais ils ont tendance à ressembler au P.D.G. de la Bundesbank, le Dr Emminger, qui fait actuellement la pluie et le beau temps en matière de crédit monétaire international — s'acharnent toujours à imposer au gouvernement portugais des conditions impossibles, avant de donner le feu vert à un emprunt international susceptible d'atténuer le déficit insupportable de la balance des paiements.

Gouvernement paralysé

On le voit, il est difficile de dissocier réaction interne et réaction étrangère. En réalité, tout ce beau monde travaille dans le même but : déstabiliser un régime pour créer les meilleu-

res conditions d'une restauration « totale » du capitalisme.

En réalité la scène sociale et politique est marquée par l'affrontement de deux projets de société antagoniques... L'un est représenté par le projet constitutionnel de transition démocratique pour le socialisme — reconnu par la majorité des forces sociales et politiques au Portugal. L'autre, concrétisé par les efforts de reconstruction du système capitaliste désarticulé par les conquêtes révolutionnaires, rassemble les secteurs de droite : au niveau du gouvernement (C.D.S. et droite de la social-démocratie), ou à l'extérieur, parfois dans une perspective extra institutionnelle, avec l'aile Sa Carneiro du P.S.D. et les formations d'extrême droite.

Mais si les forces sociales et politiques qui se reconnaissent dans la Constitution disposent ainsi d'un point d'appui pour résister à l'offensive des

forces conservatrices, elles ne disposent malheureusement pas de conditions qui leur permettraient d'imposer rapidement une alternative de pouvoir dans la mesure où le P.S. a préféré s'allier avec le C.D.S., parti de la grande bourgeoisie industrielle et commerciale (et qui a voté contre la Constitution).

De son côté la droite, bloquée par un cadre constitutionnel qui lui est défavorable, est divisée sur la tactique à suivre et ne peut encore se passer d'un minimum d'accord avec le P.S.

C'est sans aucun doute ce contexte de contradictions qui explique l'incapacité gouvernementale actuelle à apporter des solutions cohérentes à la crise.

Depuis le 25 avril 1974, les gouvernements successifs ont été dans l'incapacité de mener une politique économique capable en particulier de réduire le déficit de la balance des paiements : l'absence de mesures permettant la promotion des produits nationaux, de réduire de manière drastique les consommations de luxe ou d'augmenter les exportations en utilisant mieux la capacité productive nationale, explique la situation actuelle.

Une simplicité dramatique

Or celle-ci s'aggrave, manifestée par des phénomènes inquiétants : dans le métro on rencontre de plus en plus des enfants faisant la quête avec une boîte à chaussures transformée en tirelire, la nuit, la police garde les magasins de biens de consommation courante, les familles ouvrières restreignent leur nourriture en deçà du nécessaire vital.

Pour permettre la résolution de cette crise, le dilemme paraît d'une simplicité dramatique : ou l'on s'oriente de manière décisive vers une récupération capitaliste comme le propose le FMI et les forces réactionnaires in-

ternes et cela signifie nécessairement surexploitation des masses, répression renforcée, destruction des libertés syndicales, ou l'on s'oriente vers un processus de transition au socialisme à travers la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations autour du projet constitutionnel impliquant la priorité économique aux besoins sociaux des travailleurs.

Course de vitesse

Aujourd'hui la politique économique de la coalition P.S. - C.D.S. qui facilite la restauration capitaliste, l'offensive politique de la droite autour de Sa Carneiro, la poussée de la fraction réactionnaire de l'appareil militaire — la droite militaire a désormais une organisation « conspirative » structurée — et surtout l'absence d'une alternative politique d'ensemble à la coalition actuelle, constituent autant de facteurs qui aggravent la dégradation des conditions de vie et de travail des masses populaires, accroissent les déséquilibres sociaux et entraînent une situation de démobilité dans certains secteurs de la population, en particulier de la petite bourgeoisie.

C'est à une véritable course de vitesse entre la droite et la gauche que l'on assiste : ou la droite, derrière Sa Carneiro, arrivera à regrouper l'essentiel des forces de la bourgeoisie incluant une partie importante du secteur des services et de la paysannerie du nord. Et alors le régime, y compris la présidence de la République, sera directement menacé. Ou la gauche arrivera à réunir la majorité des forces qui soutiennent le projet constitutionnel autour d'un programme alternatif ; et alors, l'espoir renaîtra. Ce n'est pas seulement en France que la construction de l'unité populaire est le travail de Pénélope des militants révolutionnaires...

Bernard RAVENEL



BLOC-NOTES

● **Afrique du Sud : la vérité.** C'est le titre du dossier que vient de publier la C.F.D.T. sur l'apartheid. Un petit ouvrage qui, en 144 pages, présente une synthèse particulièrement claire, non seulement de la réalité sud-africaine, mais aussi de la politique du gouvernement français vis-à-vis de ce pays. Commandes à adresser à Montholon-Services, 26, rue Montholon, 75439 Paris Cédex 09. Prix : 16 F.

● **C'est bientôt l'hiver à Santiago !** Aussi les jeunes de l'Unité populaire viennent-ils de lancer une campagne en faveur des enfants chiliens. Si vous avez chez vous un pantalon, un anorak, une paire de chaussures ou tout autre vêtement chaud, faites un colis et adressez-le à : Vicaria de la solidaridad, Plaza de Armas, 444, Casilla 30 D, Santiago (Chili).

● **« Misa por un continente ».** Cette messe, écrite par Rubén Bareiro Saguier

et Francisco Marin, a été censurée dans la plupart des pays latino-américains. Elle sera donnée le 9 mai (à 21 heures), en l'église Saint-Merri à Paris, au profit des familles des emprisonnés politiques du Paraguay (Comité français de solidarité et de soutien au peuple du Paraguay, 5, rue du Renard, 75004 Paris). Prix des places : 20 et 25 F.

● **Argentine : l'impérialisme français en question.** Le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin vient de publier une brochure (48 pages, 6 F) qu'on peut se procurer au siège de l'organisation : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Au sommaire : la présence française en Argentine (présence culturelle... mais aussi militaire), comment œuvrent certaines firmes françaises dans ce pays : Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Peugeot, la S.E.I.T.A. Un excellent dossier.

Mourir à Varsovie

L'insurrection du ghetto de Varsovie a trente cinq ans. Mais qui se souvient encore aujourd'hui des milliers de Juifs rayés à tout jamais de la carte ?

● Emmanuel Ringelblum, Chronique du ghetto de Varsovie, Paris, Robert Laffont, 1978, 357 pages, 45 F.

La « chronique » d'Emmanuel Ringelblum, rééditée à l'occasion du 35^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie, est un document exceptionnel. Il fut retrouvé après la guerre, avec de nombreuses autres archives, dans des bidons de lait soigneusement enfouis sous les décombres.

Emmanuel Ringelblum, « l'archiviste du ghetto de Varsovie » comme on l'a appelé, était un jeune et brillant historien, mais aussi un militant politique. Surpris par la guerre alors qu'il assistait à un congrès à Genève, il décide de retourner à Varsovie. Il y mourra en mars 1944.

En janvier 1940, comme par réflexe professionnel, Emmanuel Ringelblum rédige rapidement quelques notes sur les événements. Il continuera jour après jour, jusqu'au début de 1943, progressivement conscient d'écrire en quelque sorte pour la postérité.

Cette chronique n'est pas un journal. Le style en est sobre et laconique, les événements sont décrits avec précision, les analyses minutieuses. Toutes les informations sont vérifiées par une équipe d'enquêteurs qui réunissent une masse considérable de documents.

Au fil des pages on découvre un tableau saisissant : celui de l'agonie et de la mort de l'une des plus importantes communautés juives du monde.

Sur fond de famine

Dès la capitulation de Varsovie, en septembre 1939, des mesures discriminatoires sont prises contre les Juifs : port du brassard spécial, expropriations des usines et magasins, fermeture des écoles juives et interdiction de fréquenter les établissements scolaires non juifs, tramways spéciaux, rationnement alimentaire à 800 calories par jour, rafles pour les camps de travail forcé. La terreur s'installe. Mais le ghetto c'est encore autre chose. Il

est créé en novembre 1940. Dans 1 500 immeubles au nord de la ville on entasse les 360 000 Juifs de Varsovie et des réfugiés expulsés de province : en tout 500 000 personnes privées de moyens d'existence. Clos de murs, gardé par la police, le ghetto est coupé du monde.

Sur un fond chaotique de famine, d'épidémies et d'exactions de toutes sortes, s'organise une étrange société de classes. « *Ce sont les natures inertes et passives qui meurent en silence* », note Ringelblum. Les autres s'organisent pour survivre. Il y a ceux du conseil juif constitué sur ordre de la Gestapo pour appliquer ses consignes. Il y a l'infâme police juive du ghetto qui rançonne et pille, les délateurs, la ladrerie des riches. Pourtant aucun d'entre eux ne sera épargné.

Mais il y a aussi la tradition communautaire juive ; on crée des comités d'immeubles, des cantines populaires, des écoles clandestines, des orphelinats. Des ateliers et des moulins sont soigneusement dissimulés. On plante des légumes dans les cours et sur les balcons, parfois même sur les toits.

Ringelblum décrit longuement une

nouvelle aristocratie qui, visiblement, le fascine : les contrebandiers. Au péril de leur vie, ils introduisent chaque jour du ravitaillement et des matières premières dans le ghetto et en font sortir des produits finis. L'activité culturelle est intense. Dans la presse clandestine on polémique comme au bon vieux temps.

Mais la famine et les épidémies font des ravages. On meurt dans les rues. La mendicité prend des proportions effrayantes. En 18 mois 100 000 personnes périssent.

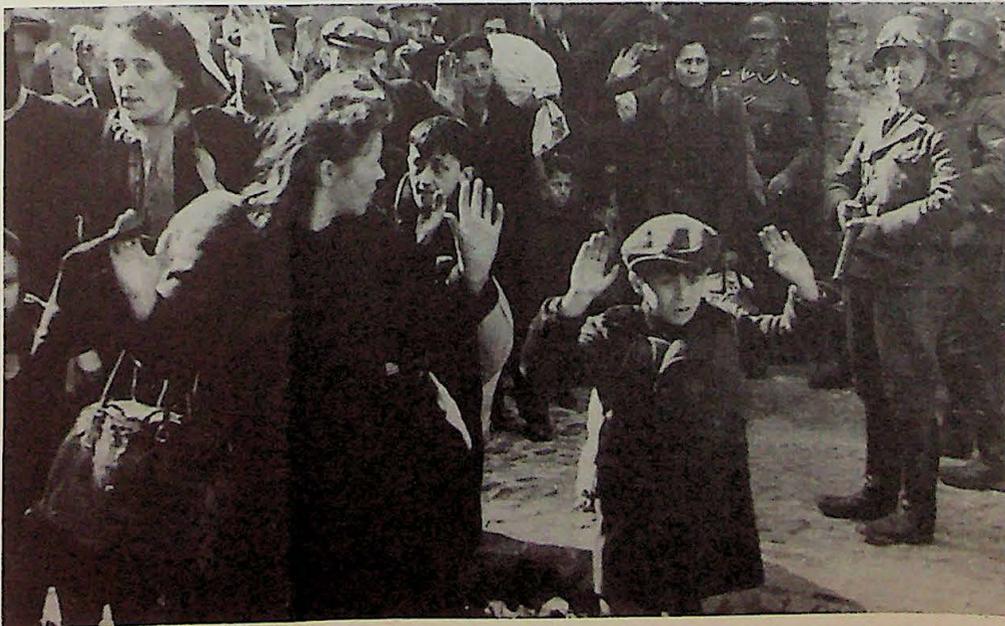
Tout plutôt que l'enfer du ghetto

Brusquement, au printemps 1942, l'atmosphère s'alourdit. Les fusillades sauvages se multiplient, on abat les contrebandiers. Et l'inimaginable survient. En deux mois, du 22 juillet au 3 octobre, 300 000 Juifs sont déportés « vers l'Est ». On leur promet des rations supplémentaires, et du travail. Au début on se bouscule même pour partir : tout plutôt que l'enfer du ghetto.

Il faudra les récits d'enquêteurs envoyés sur place pour que les yeux se dessillent : les trains vont à Treblinka, le plus terrible des camps d'exterminations.

La chronique d'Emmanuel Ringelblum s'achève au début de 1943, alors que les 40 000 survivants faméliques du ghetto attendent la seconde et dernière vague de déportations. Mais l'organisation juive de combat créée en octobre 1942 prépare la résistance armée.

Le 19 avril 1943, à 6 heures du matin, des détachements de la S.S. de la Whermacht et de la police, tentent de pénétrer dans l'enceinte du ghetto. Ils sont repoussés. Le colonel S.S. Von



Sammern s'enfuit au milieu de ses troupes.

Stupeur. On envoie le général S.S. Stroop, « spécialiste » des combats de rue. Ses troupes « d'élite » appuyées par l'artillerie et l'aviation ne parviendront à encercler l'état-major de l'insurrection que 18 jours plus tard. Il leur faudra au préalable incendier et dynamiter la totalité du ghetto. Un millier de jeunes combattants juifs, en dépit de leur armement dérisoire, se défendent pied à pied, infligeant des pertes sérieuses aux nazis. Des combats sporadiques se poursuivront jusqu'en septembre.

L'insurrection du ghetto de Varsovie fut immédiatement connue partout. En août 1943, c'est le ghetto de Bialystock qui se révolte, puis les détenus de Treblinka, en octobre le camp de Sobibor, en 1944 les « *sonder Kommando* » d'Auschwitz, et bien d'autres.

Mais il était trop tard.

La communauté juive d'Europe centrale, la plus importante du monde, avait été rayée de la carte, dans l'indifférence quasi générale.

La chronique d'Emmanuel Ringelblum est plus qu'un remarquable document-témoignage sur cette tragédie sans précédent. Ecrite au fil des événements, dans l'enfer quotidien, pour les générations futures, elle constitue un acte historique, un défi à la mort et à la barbarie.

Léo GOLDBERG ■

LA VIE CADENCEE

● Robert Linhart, *L'Etabli*, Paris, éd. de Minuit, 1978, 180 pages, 22 francs, coll. « Documents ».

L'intellectuel qui, pourvu d'une peau d'âne, se fait embaucher en qualité d'O.S. chez Citroën, ça fait à priori dérisoire pour ne pas dire suspect, frustré, bref mao et spontex avec plein de comédons en prime.

Il n'est rien resté de cette appréhension autant prégnante que malveillante après avoir avalé, sans transition, les 180 pages de *L'Etabli*. Robert Linhart se présente un jour de septembre 1968 quai de Javel. Aussitôt engagé en qualité d'O.S. 2 à l'usine de la porte de Choisy, il découvre le lent mouvement de la chaîne, la chaîne qui ne correspond pas à l'image qu'il s'en était faite.

« *Je me représentais la chose à un rythme rapide, celui des "cadences infernales" dont parlent les tracts [...]. La première impression est, au contraire, celle d'un mouvement lent mais continu de toutes les voitures...* »

Mouvement lent fait d'une multitude de gestes soigneusement répertoriés et chronométrés, répétés inlassablement par les mêmes ouvriers. Mouvement réglé par des horaires impératifs, dix

heures par jour, pas de retards autorisés, du moins sans retenues (de salaire), deux poses de dix minutes, le matin à 8 h 15 et l'après-midi à 15 h 15, à peine trois quarts d'heure pour avaler à la cantine le repas de midi.

« *Le premier jour d'usine est terrifiant pour tout le monde [...]. L'insulte et l'usure de la chaîne, tous l'éprouvent avec violence, l'ouvrier, le paysan, l'intellectuel et le manuel, l'immigré et le Français.* »

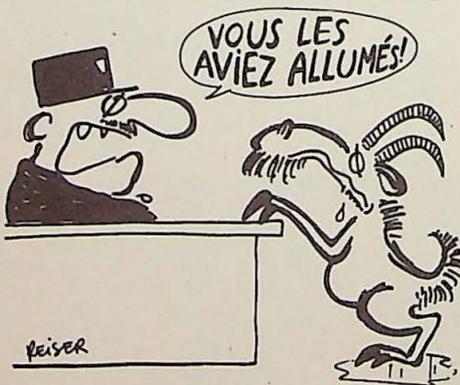
Usure physique par l'exposition permanente du corps aux multiples agressions des objets de l'usine : tôles coupantes, ferrailles, mazout, limailles en suspension, produits chimiques « qui vous attaquent la peau et vous brûlent les bronches ».

Usure morale par l'exposition permanente de l'esprit à l'obéissance aveugle à des directives générales édictées dans l'unique but de produire, produire encore et toujours d'avantage.

Usure intégrale par l'exposition permanente aux caprices d'une hiérarchie qui ne recule devant aucune provocation pour venir à bout de toute velléité de résistance collective à un tel avilissement.

L'Etabli est certes le récit d'un intellectuel qui, étant allé prendre un bain (qu'il savait provisoire) de sueur et de crasse, raconte la chaîne, les méthodes de surveillance et de répression, la résistance et la grève ouvrières. Mais

UNE CHÈVRE VIOLÉE PAR TROIS VOYOUS



LA SOCIÉTÉ CROQUEE

Jean-Marc Reiser, *Vive les femmes*, Paris, éd. du Square, 1978, 80 pages, 28 F.

Quelle dérision que d'écrire sur Reiser. Aucun mot ne résiste devant les « gribouillis » qu'il nous jette sur le papier depuis fort longtemps. Connu et reconnu depuis 68, il dessine

en fait depuis... l'enfance. Obstinément.

Des petites pattes de mouche qui n'ont l'air de rien et en vrac, dans un sourcil coquin, une mèche, une bouche qui s'ouvre, un pied qui se lève, toute l'expression du monde, tout l'éventail des sentiments, en passant par toutes les nuances. C'est prodigieux, ça a l'air facile, ça s'appelle le talent.

Rien ni personne n'échappe au crayon de Reiser. Et on l'aime. Et on le déteste. Et on rit. Et on grince des dents. Il ne respecte rien ce type-là. Pas même les femmes. Voir son dernier album. Alors, roi des phallos ? Ça se dit beaucoup.

Les bonnes femmes de Reiser : elles bossent, sont crevées, ont le cafard, se trouvent moches, mènent une vie idiote, se font draguer, violer, taper. Elles se trouvent belles, veulent des gosses, un mec, ont le fou rire, veulent pas de mec, pas de gosses et que ça change. Elles poussent leur gueulante, mâchoires ouvertes et poings serrés. Elles sont heureuses, quelquefois, elles sont pas bien heureuses, très souvent.

C'est pas comme ça ? Tant mieux. Mais si c'est comme ça quand même,

pourquoi faudrait-il l'envelopper dans du papier de soie ? Il faudrait que Reiser « oublie » les femmes parce que son style ne correspond pas au « sujet » ? Pour un gars qui passe sa vie à dessiner sur tout ce qui ne va pas dans ce monde pourri, ce ne serait pas clair ! Les femmes ont droit à bien peu de choses, gardons l'humour.

Reiser c'est sûrement pas le premier à « descendre ». Il a déjà compris beaucoup de choses. Mais ceux qui lui servent de modèles : les petits bonhommes affalés dans leur fauteuil, picolant devant le zinc et qui nous gueulent de faire des gosses au lieu de porter des casquettes !

Il faudra qu'il en fasse encore beaucoup des dessins pour qu'on se demande si c'est pas demain la veille tout ça et qu'il faudrait peut-être que ça change. Si c'est pas aujourd'hui, tous ces affreux.

Quand il n'y en aura plus, d'affreux, Reiser il posera peut-être ses crayons. Il pourra toujours les retailer pour dessiner des maisons ou des installations solaires. Qui sait, on verra peut-être ça... si les petits cochons ne nous mangent pas !

Marie-Françoise CHAILLEUX ■

L'Établi, c'est aussi un témoignage d'une rare vérité sur ce que Marx appelait les rapports de production ou, plus concrètement, sur « le rapport que les hommes entretiennent entre eux par l'intermédiaire des objets ». Un très beau livre.

Michel ETIENNE ■

MT MOIS ROUS

Erratum

Un printemps pourri né au lendemain d'une victoire de la droite en est-il la cause ? Toujours est-il que par la seule faute de son rédacteur, le problème n° 58 était infaisable, à moins d'inventer (en vertical 6), le verbe « émettront » au lieu d'« émettront ».

Toutes nos excuses. ■

Problème n° 59

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement

I. Ne pensait pas à mai 68, en travaillant sur les gaz... et pourtant ! (mot composé). - II. Où Pétain pensait juger le Front populaire. Escroqué. - III. Perdit quelques heures son locataire en mai 68. Situé. - IV. Loin d'être basses chez Lefèvre. - V. Pronom. Possessif. Vient le premier. - VI. Fouchet n'avait plus les siennes en 68 ! - VII. Fit danser un bourgeois. - VIII. Encore une histoire de boutique ! - IX. Ce que dure une révolution. C'en est... ! - X. Aiderai.

Verticalement

1. Fin mai, c'était déjà juin. - 2. Piqué dans le gigot. Quel poison. - 3. Ça va, ça vient. Manif tragique en juin 68. - 4. Bouts de mains. Une poudre pour ceux qui ont le feu aux fesses. - 5. Très fines. - 6. Des cristaux dans le sang. Lettres de lettre. - 7. Direction. Bloqué par Barre pour encore longtemps ? - 8. De bas en haut : ont été tramés. Sigle militaire. - 9. Perdu, dans tous les sens. Symbole. - 10. Finis ! - Préfixe inversé.

cinéma

Y'a plus bon Banania

Dans un pays pourri par le néo-colonialisme même la haine a des excuses.

Francis Girod, L'Etat sauvage. Salles : Colisée (359-29-46) ; Convention (828-42-27) ; Montparnasse Pathé (326-65-13) ; Victor Hugo (727-49-75) ; Gambetta (797-02-74) ; Saint-Germain Studio (033-42-72) ; Panthéon (033-15-04) ; Wepler (387-50-70).

● Qu'est-ce que l'Etat Sauvage ? Qu'est-ce que le néo-colonialisme ? La recette est simple : vous prenez un état d'Afrique francophone que vous avez préalablement pressuré ; vous lui accordez l'indépendance (drapeau et hymne national à ses frais) ; vous y laissez quelques Blancs pour l'ultime pompage des ressources naturelles ; vous faites mine de vous retirer du jeu et, de loin, vous maintenez une pression totale sur la République balbutiante : elle n'a qu'à bien se tenir, sinon, gare à elle. *Bien se tenir* signifie en clair : opter pour une ligne politique capitaliste. Si le moindre pas de valse zoulou pénètre en territoire marxiste, alors, là...

Cette nouvelle dépendance est terrifiante. Terrifiante aussi la violence de

Francis Girod et Georges Conchon (auteur du roman *L'Etat Sauvage* qu'il a lui-même adapté pour l'écran). Il s'agit de ne pas faire de cadeaux au spectateur et de lui montrer, blanc sur noir, la machinerie secrète qui empêche tout un pays de vivre une vraie vie. Cette vraie vie (une réelle indépendance et une authentique démocratie) est le rêve du ministre de la Santé, Patrice Doumbé (Doura Mané). Homme cultivé, intelligent, il est le grain de sable qui empêche la machine de tourner rond. Qui plus est, ce ministre de fraîche date file le parfait amour avec une blanche dont le mari vient juste de débarquer en mission officielle. Liaison douloureuse, voire impossible au sein d'une population qui a tant souffert de la domination coloniale qu'elle en est devenue d'un racisme particulièrement haineux. Cette fureur vengeresse du peuple noir mêlée aux guerres tribales et aux intrigues politiques fait exploser la poudre et plonge l'Etat dans le drame sanglant. Sans concessions, la caméra de Francis Girod sait filmer l'horreur et la peur. Elle sait aussi dénoncer. Avec, en plus, le mérite de ne pas céder au manichéisme : enterré, le mythe du « bon sauvage » ; ici, les Noirs prennent part au massacre au même titre que les Blancs. On comprend simplement qu'ils ont quelques excuses historiques.

Menée de main de maître par des comédiens hors pair (Ah ! Piccoli, Ah ! Brasseur), cette chasse à l'homme sur fond de magouilles tricolores ne va pas sans rappeler l'Affaire Lumumba. Il est vrai que, toujours, la réalité aura dépassé la fiction.

Fabian GASTELLIER ■

Marie-Christine Barrault, Michel Piccoli, Jacques Dutronc dans « L'Etat sauvage » : « Chasse à l'homme sur fond de magouille tricolore. »



Aller sans retour aux capitales des antipodes

Festival d'horreur tranquille ces jours-ci à la télé : le Cambodge de Pol Pot, et le Chili de Pinochet. Rien à voir, bien sûr. Sauf quand les extrêmes se touchent parfois, à l'horizon...

Le socialisme vu de Pnom-Penh, par une équipe de journalistes yougoslaves, c'était *Kampuchea 1978* (mercredi 19 avril, *Ant.* 2). Un reportage réalisé en liaison étroite avec les autorités révolutionnaires — mais il ne pouvait en être autrement. Et enroulé autour d'un fil conducteur, du début à la fin : les villes vidées de leurs habitants. C'est ce qui a le plus choqué en Occident, et dans le monde communiste. Bien plus que le nombre de disparus...

Vodorovich, le réalisateur de cette enquête, a été « étonné » de tout ce qu'il a vu. Mais pas scandalisé : il ne songe pas à cacher qu'il souhaitait tout pour le Cambodge, tout plutôt que le maréchal Lon Nol et que l'occupation yankee. Pour le reste, il s'est borné à enregistrer ce qu'on a bien voulu lui montrer, et à le décrire. Chaque fois qu'il est entré dans la logique gouvernementale, il a simplement fait précéder son propos d'une formule toute bête, dont certains de nos journalistes-télé-maison pourraient s'inspirer : « *Explication officielle : ...* ».

Sur le fond, un film sobre, très « télévisuel ». Et puis c'est « la première fois » qu'une équipe peut tourner. « *Passionnant* », comme dit mon copain « Mao » du tiers-monde ; et « *accablant* », ainsi que titrent les camarades de *l'Humanité*.

L'herbe et les canaux

Artères désertes, grilles tirées, plaques voilées, touffes d'herbe jaillissant du macadam : Pnom-Penh ne sert plus à grand chose. Explication officielle : le ravitaillement des 650 000 hts de la capitale était impossible ; nous avons préféré disperser la population pour éviter de fournir des objectifs faciles à l'ennemi.

En contre-point, une foule grouillante sur des chantiers « à la chinoise », attelée aux grands projets d'irrigation. Explication : le nouveau Cambodge doit devenir un grenier à riz ;

on achètera le reste avec le produit des surplus.

Chacun dispose d'une belle ration de riz, chaque jour. Mais le droit à la différence n'existe pas : classe unique, habit unique, idéologie unique. Mais dans les coopératives, qui sont tout maintenant, les sexes sont parfois séparés, comme à la vieille école. Et il faut demander l'autorisation au « commissaire » pour se marier. Les pagodes ont été transformées en silo à riz, et les cultes découragés ou interdits. Il n'y a plus ni monnaie, ni salaires. Il faut travailler. Explication : pendant la guerre, les combattants ne gagnaient rien.

Au fond de la nuit

Seul Pol Pot, le dirigeant du Kampuchea, sourit un peu, dans les sofas de sa résidence. Pour le reste, ce socialisme n'est guère libertaire, ni épanouissant, au moins pour ses premières années : des gosses travaillent dès l'âge de dix ans ; l'éducation est réservée aux enfants des combattants qui — eux-mêmes — jouissent d'une série de privilèges de fait. Ni printemps, ni cent fleurs ; un coût humain sans doute énorme ; une révolution qui pose autant de problèmes qu'elle en résout.

Mais cela n'autorise pas M. El Kabach, le directeur de l'information d'*Antenne 2*, à s'en servir comme d'un miroir anti-socialiste, ni à pleurer façon crocodile, ni à tenter « d'occidentaliser » le constat des Yougoslaves.

Au Bonheur des généraux (*Ant.* 2, dimanche 23) était bien dans la lignée de la série solide de José Maria Berosa : *Chili-impressions*. Les quatre généraux piliers de la junte sont des hommes, et on nous les a fait rencontrer. Ils ont posé devant des statuettes de chevaux, des images d'Epinal. Ils ont caressé des bambins, confié leurs lectures. Mendosa, le général des carabiniers, nous fait écouter sa valse favorite : dégueulasse. Le patron de l'aviation, le grand idéologue fasciste

Leigh, dit son plaisir à vivre « dans une famille organisée ». Le général commandant l'armée de terre ne cache pas que la junte n'a qu'un but : « Défendre le droit à la vie des gens face au parti communiste, qui attend l'occasion pour sortir de la nuit ».

La nuit... Derrière les propos tranquilles de ces bourreaux en robe de chambre, qui font jouer leurs bambins sur leurs genoux une minute avant ou après en avoir envoyé d'autres à la mort, il y a la chape de plomb vissée sur une société « dépolitisée » autoritairement, où des centaines d'épouses errent d'antichambre en antichambre, à la recherche de leurs disparus, et se laissent dire, partout : « Il est parti en exil sans vous prévenir ; il a dû s'en aller avec une autre femme... ».

Le pompon pour Israël

Le « Maigret » du samedi soir, c'était pire que prévu : vulgaire, mis en scène et joué par des galoches : Siméon trahi sur toute la ligne. *Fr 3 - Marseille*, au même moment, diffusait un téléfilm de son crû — *Bataille pour les lavandes* — qui sentait au moins la Provence, et donnait à tout un tas d'acteurs l'occasion de montrer qu'ils avaient du cœur et de l'intelligence.

Le même samedi soir, sur *Tf 1*, le concours Eurovision étalait sans retenue sa complaisance au Ripolin. Israël a décroché le pompon, bénéficiant sans doute — de la part des télé occidentales — de ce petit préjugé favorable qui transforme toute honnête moyenne en grand triomphe : hommage politico-culturel au petit David, seul aux prises avec les méchants Goliath arabes : salut aux pionniers qui portent loin, en terre barbare, le drapeau de la civilisation occidentale (1).

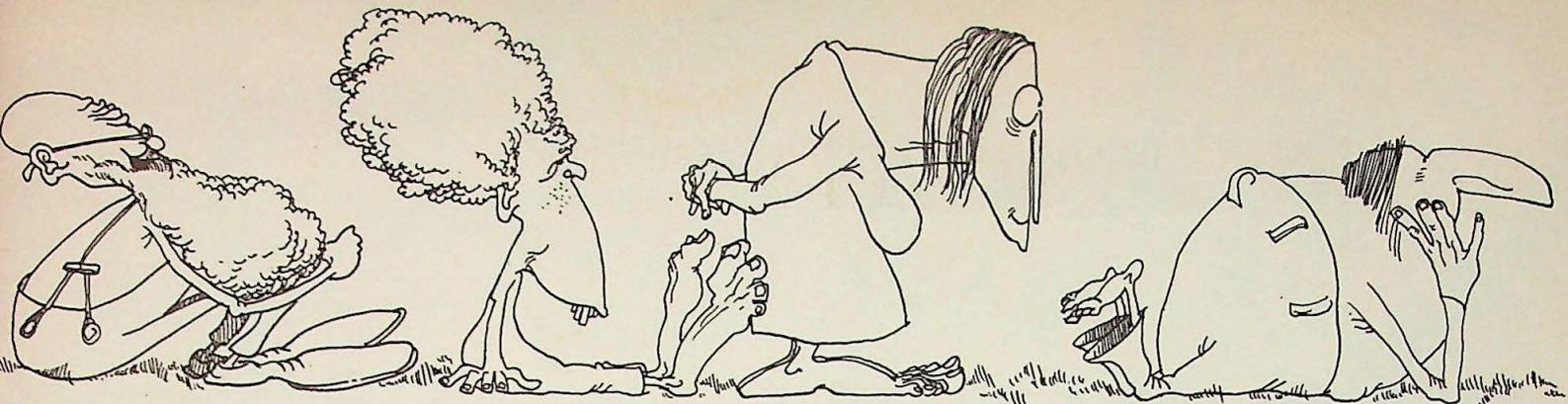
Pour finir, une nouvelle pour les mordus du deux-roues à moteur : Yves Mourousi, la vedette de télévision de *Tf 1*, a été nommé... conseiller pour la moto par le ministre Jean-Pierre Soisson. Pour Mourousi, ce n'est pas grave : il a l'habitude de mélanger les genres. Mais nous, l'important c'est qu'on ait l'impression d'être enfin défendus.

Philippe MARIÉLIE ■

(1) A quand l'adhésion d'Israël à la Communauté Economique Européenne ?

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans le dernier numéro de *T.S.* En page 22, pour l'article consacré à Paul Nizan, il fallait lire : « **La mise en scène de « La Manifestation » par Philippe Madral d'après « Le Cheval de Troie » de Nizan** » et non d'après « **La Conspiration** ».



FÊTE DU PSU 10.11 JUIN 78 LA COURNEUVE



ROGER MASON
un Cajun du Poitou

Roger Anthony McDonald Mason vit aujourd'hui dans un petit village du Poitou, pour vivre mieux et consommer moins... Il est né en 1944, par hasard dans le Maryland, d'un fils de fermier de vieille souche yankee, inventeur, éboueur et maire, et d'une fille d'émigrants russes juifs, fabricants de chapeaux et musiciens.

Il a beaucoup erré, non par choix mais parce qu'il devait suivre une famille qui ne sut jamais s'adapter aux douceurs de « l'American way of life ». Japon, Allemagne, U.R.S.S., Suisse, Afrique, Amériques... et puis la France.

Mac Donald Mason se vit imposer l'étude du piano jusqu'à l'épuisement et jusqu'au jour où il se paiera une guitare vermoulue, pour imiter Elvis Presley.

Et maintenant ? Il écoute beaucoup et tente de rassembler les morceaux du puzzle. Ce qu'il aime, ce qu'il joue, c'est la musique « Cajun » des Français de Louisiane. A deux pas du Poitou.

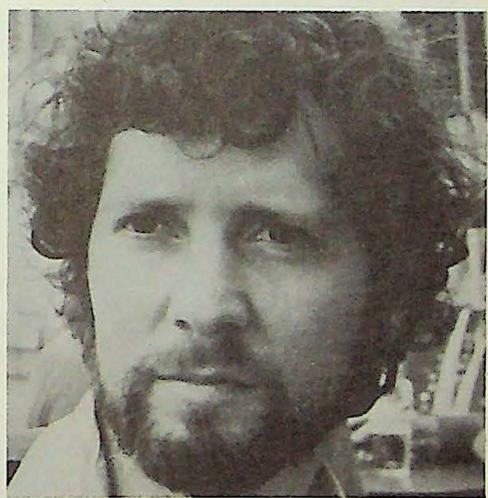
Il « montera » à la fête du PSU, avec son groupe « les Touristes ».

ILAN SOMMER : le Chinois de Gennevilliers

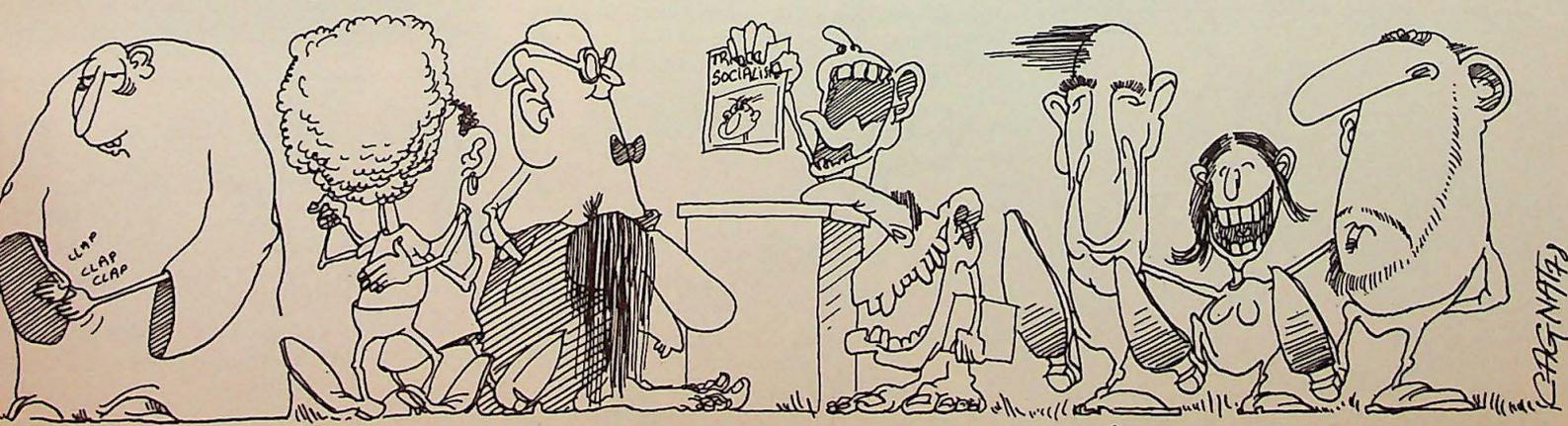
« Le blues du chien », « Y'a un bistrot », ces titres de son dernier album ne sont pas vraiment des tubes... Pas du tout dans le show-bize, Jean Sommer. Malgré ses deux prix Charles Cros.

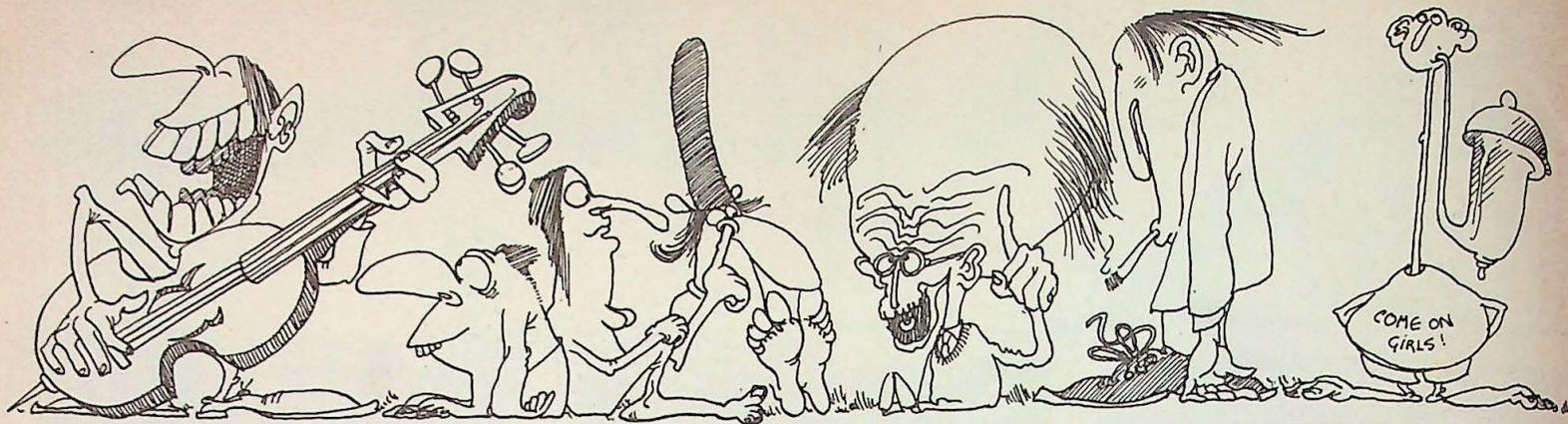
Il dit : « Ma vie, semblable à des milliers d'autres, c'est du chinois, et je préfère ne pas m'y aventurer. Il reste que la chanson est la meilleure façon que j'ai trouvée pour parler de moi et de tout... » De lui, de nous, de tout, il parle avec des petits mots simples et denses, avec tendresse et réalisme, avec la gouaille aussi des rues de Gennevilliers, « sa » ville.

Et tout cela donne un ton nouveau, des formes dites et chantées, sans souci



de genres ni durées. Il ne sait pas répondre aux questions des journalistes ; il a une petite phrase faite de Blaise Cendrars à leur sortir, quand on l'interroge sur lui : « Le corps de la femme est aussi bosselé que mon crâne. »





FETE DU PSU

10-11 JUIN 78 LA COURNEUVE

BABOUCHKA : rides au cœur

Nom : Babouchka.
Prénom : Yuddishka.
Date de naissance : L'année qui suivit la grande famine.
Lieu de naissance : Le jardin des pierres et des étangs.
Profession : Nomade.
Situation de famille : Epouse, mère, fille, grand-mère et sœur, ta sœur.
Numéro : Illisible.
Taille : Couchée ou debout ?
Adresse : Tous les lieux communs.
Téléphone : S.O.S. Amitié.
Banque : Time is Life.

Babouchka est si vieille, elle a dans la mémoire tant d'histoires, dans le cœur tant de rides, ses vêtements déchirés en sont les marques visibles. Elle traîne une poussette chargée des trésors de notre civilisation, dont elle connaît plus d'un usage. Si, malgré tout, elle est si légère, c'est peut-être qu'elle n'est, après tout, qu'un jeune rêve dans l'impeccable tenue d'une vieille clocharde.

Le 10 et 11 juin, elle se promènera à La Courneuve, avec des textes d'Edmond Jabès, Hans Arp, Tristan Cabral, des proverbes... et des matériaux de récupération.



Les billets pour la fête du PSU des 10 et 11 juin 78 (25 F pour les 2 jours) seront disponibles à partir du vendredi 28 avril au 9 rue Borromée, 75015 Paris, métro Volontaires.

NARADA : d'autres espaces

Gérard Coppéré, Dominique Regef et Gérard Kurdjian sont amis de longue date. Chacun a suivi son itinéraire : jazz, tradition populaire française, rythmes afro-latins. Mais tous les trois partagent le même goût de l'improvisation et de la musique modale.

Leur projet : allier les sonorités très forte (vielle à roue, saxo soprano, tablas) ; déplacer les instruments de leur cadre « naturel » pour atteindre d'autres espaces musicaux. Résultat : non pas une fade synthèse de cultures diverses, mais une grande dérive de sons et de rythmes, de couleurs, de climats, qui évolue selon un « plan de vol » précis...

Venu du silence, lieu d'où naît toute musique, le son unique s'amplifie, tourné vers le ciel, lieu d'un autre silence, d'une autre liberté.

A La Courneuve, le trio Narada, à partir de ses nombreux instruments, proposera à tous ceux que leur voyage intéresse de participer à leurs ateliers musicaux.

